

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

SYNDICAT MIXTE DES PORTS DU BASSIN D'ARCACHON

ENQUÊTE PUBLIQUE
DEMANDE D'AUTORISATION DE DRAGAGE
DES
PORTS GUJANAIS

Demandée par le Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et prescrite par arrêté du 10 octobre 2017 fixant l'enquête publique du lundi 20 novembre au mercredi 20 décembre 2017.

RAPPORT DE MISSION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Destinataires :

- Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif

SOMMAIRE

1) GENERALITES

pages 1 à 26

Objet de l'Enquête publique

Cadre juridique

Contenu du dossier

pages 1 à 3

Localisation et description du projet

pages 3 à 5

Raison du choix de la solution retenue

pages 5 et 6

Étude d'impact (pièces 4 à 14 dossier)

pages 6 à 24

2) ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

pages 26 et 27

3) ANALYSE DES OBSERVATIONS ET AVIS , REPONSES DU MAÎTRE D'OUVRAGE , AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

pages 28 à 40

Observations et avis des PPA

pages 28 à 30

Observations des particuliers

pages 30 et 31

Observations des associations

pages 32 à 40

4) CONCLUSIONS

pages 41 à 43

1- GENERALITES

1.1 Objet de l'enquête

La présente enquête publique concerne une demande d'autorisation pour des travaux de dragage d'entretien des ports professionnels de Gujan, Canal et Larros, sur la commune de Gujan-Mestras.

La demande d'enquête publique a été formulée par le Conseil Départemental de la Gironde (Direction du développement territorial–Service portuaire durable) qui en date du 2 août 2017 a sollicité la désignation d'un commissaire enquêteur.

Par arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 est créé le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA) ; lequel syndicat a pour objet comme stipulé dans ses statuts :

- d'assurer la gestion du domaine portuaire relevant de sa compétence, y compris d'y assurer la police portuaire,
- d'entretenir l'ensemble des infrastructures horizontales et verticales des ports et d'en permettre un fonctionnement opérationnel, réglementaire et sécurisé,
- de réaliser sur son périmètre l'ensemble des opérations d'investissement nécessaire.

L'ensemble des compétences du syndicat mixte s'exerce à l'intérieur des limites administratives de 14 ports, dont les ports ostréicoles de Gujan, de Larros, de Canal.

C'est à ce titre que le président du SMPBA dès lors porteur du projet a prescrit, par arrêté du 10 octobre 2017 l'enquête publique de demande d'autorisation sur de dragage des ports de Gujan, Larros et Canal sur la commune de Gujan-Mestras.

1.2 Cadre juridique

Ce sont les articles L214-1 à 6 du code de l'environnement qui définissent à quel type de procédure sont soumis les installations, ouvrages, travaux et activités pouvant présenter un danger pour les ressources en eaux et les milieux aquatiques.

Les travaux de dragage d'entretien des ports Gujanais sont concernés par la rubrique de la nomenclature N° 4.1.3.0 qui détermine le régime d'AUTORISATION pour ce type de projet.

Par ailleurs selon les articles R 122-2 et R 122-5 du code de l'environnement le projet de l'enquête publique doit être soumise à Étude d'Impact.

L'article R 123-1 soumet le projet de travaux de dragage des ports Gujanais à l'enquête publique.

1.3 Contenu du dossier

Le dossier proprement dit élaboré par le bureau d'études IDRA Ingénierie particulièrement exhaustif et technique comprend au total 14 pièces relatives :

– A la localisation et description du projet,

– Aux raisons du choix de la solution retenue,

– Au cadre réglementaire qui vise la réglementation applicable :

- au titre du code de l'environnement ;
- à la qualité des sédiments au regard des seuils loi sur l'eau
- aux déchets,
- aux ICPE,
- au Schéma de Mise en Valeur de la Mer,
- au Schéma Directeur du Traitement des Vases Portuaires,
- aux zones naturelles sensibles (ZNIEFF-ZICO–Natura 2000–Terrains du Conservatoire du Littoral–Schéma Régional de Cohérence Écologique–Trame Verte et Bleue Régionale–Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon).
- à la protection des sites et monuments historiques et de l'archéologie.

Dans cette même pièce le dossier analyse la compatibilité du projet avec :

- la réglementation au titre de la directive cadre sur l'eau,
- la réglementation au titre de la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) et du plan d'action pour le milieu marin (PAMM),
- la réglementation au titre des dispositions d'aménagement et de gestion du territoire (SDAGE-SAGE-SCOT-PLU),
- la loi littoral et le domaine public maritime (DPM).

Les pièces 5 à 14 du dossier constituent L'ETUDE D'IMPACT qui examine :

- le contexte physique (climatique–géologique–océanographique),
- le contexte chimique (sédimentologique–qualité des eaux),
- le contexte biologique,
- le contexte socio-économique,
- le cadre de vie,
- l'étude des incidences NATURA 2000,

Pour chacun de ces contextes sont analysés les interactions avec le projet, le constat de l'état initial, les impacts du projet sur le contexte considéré, les mesures d'évitement, de réduction, de compensation ou de suivi vis-à-vis du contexte.

Les quatre pièces suivantes présentent :

- la synthèse des mesures d'accompagnement et de suivis environnementaux,
- le coût des mesures d'évitement, de limitation ou de compensation,
- l'interrelation entre les paramètres de l'État initial, l'addition et l'interaction des impacts,
- l'analyse les effets cumulés du projet avec d'autres projets

La dernière pièce du dossier expose l'analyse des méthodes utilisées et les références bibliographiques citées.

Cette pièce comprend par ailleurs le sommaire des 58 planches et figures ainsi que 9 annexes.

Le Résumé non technique du dossier fait l'objet d'un document distinct. Ce résumé particulièrement synthétique et de lecture aisée est facilement accessible et compréhensible.

Pour apprécier les enjeux de ce projet, il convient à ce stade du rapport d'enquête d'examiner le contenu des diverses parties du document et plus particulièrement sur la partie étude d'impact.

1.3.1 Localisation et description du projet

Les ports (Gujan, Larros et Canal) sont des ports ostréicoles au-sud du bassin d'Arcachon sur la commune de Gujan Mestras qui représentent avec leurs chenaux d'accès un plan d'eau d'une superficie de 20 ha.

Compte tenu de la configuration de certains ouvrages portuaires difficilement accessibles deux techniques d'extraction des sédiments sont mis en œuvre dans le cadre du projet.

Pour ce qui est des chenaux d'accès et darses portuaires de dragage c'est un dragage hydraulique par drague aspiratrice stationnaire qui est mis en œuvre.

Pour le bassin à flot du port de Larros et cales de mise à l'eau des ports de Gujan, Larros et canal, le curage sera mécanique à l'aide de pelle hydraulique.

L'ensemble des produits de dragage sera refoulé directement dans le bassin du site de pré-traitement de la Mole.

Après déshydratation, les sédiments sont récupérés chargés en camions et dirigés vers les filières de gestion et de valorisation appropriées.

Les besoins actuels de dragage des ports résultent de l'accumulation de sédiments qui affecteraient sérieusement le fonctionnement des ports dans les prochaines années.

En considérant la capacité d'accueil maximum du site de pré-traitement de la Mole, ainsi que l'historique de l'envasement de chacun des ports et pour faire face à un événement d'envasement exceptionnel le volume maximum à draguer lors de chacun des trois dragages projetés, s'établit à 25 000 m³.par port.

La technique de dragage hydraulique sera mise en œuvre avec les moyens matériels du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA) propriétaire d'une drague aspiratrice stationnaire, « le dragon » qui possède des caractéristiques techniques compatibles avec les opérations dragage des ports Gujanais.

Cette coopération résulte d'une convention signée le 10 novembre 2016 entre le conseil départemental de la Gironde et le SIBA aux termes de laquelle il a été acté la mutualisation des moyens pour procéder aux opérations de dragage des ports départementaux non concédés.

Les sédiments une fois déstructurés et dilués sont aspirés au travers de la tête de dragage puis rejetés depuis la drague par l'intermédiaire d'une conduite de refoulement modulable souple assemblée par tronçons successifs.

Les produits dragués sont ensuite refoulés à terre à travers une conduite souterraine depuis le port de la Barbotière vers le site du port de la Mole spécialement aménagée depuis 2009.

Outre les travaux de dragage le projet prévoit également les opérations de curage du bassin à flot de Larros et des pieds de cale des ports Gujanais.

L'organisation projetée de ces curages adopte les mêmes principes que ceux arrêtés pour les opérations de dragage.

C'est ainsi que le porteur du projet à l'instar de ce qui est prévu pour les opérations de dragage se base sur des fréquences d'opération et de volume de sédiments extraits susceptibles de répondre à un événement d'envasement exceptionnel.

La technique de curage retenue est celle de l'extraction mécanique et chargement direct des camions de transport avec les moyens techniques adaptés à la configuration des sites de curage.

Dans le but de minimiser les perturbations pour les usagers, les activités du port seront adaptées et/ou réduites durant les travaux qui en tout état de cause se feront à marée basse.

Les sédiments sont transportés des quatre sites de curage, sur le site de pré-traitement des sédiments de la Mole à l'aide de camions avec bennes étanches (15 t 24 t) au gabarit routier, sur une distance à parcourir selon le point de chargement de 1 km, 2 km et 2,6 km. Les camions étant par ailleurs partiellement chargés pour éviter les déversements d'eau ou de matériaux durant le transport.

À l'issue de leur extraction et indépendamment des techniques utilisées, les sédiments font l'objet d'une déshydratation en vue de les reconcentrer et de les égoutter, selon le principe de fonctionnement du centre de prétraitement du port de la Mole ; constitué de deux Bassins amont (bassins dessableurs), d'un bassin de stockage des sables et d'un bassin aval pour la gestion de la décantation des vases.

L'évacuation des eaux clarifiées s'opère par deux vannes à niveau réglables et après contrôle de la teneur de l'eau en matière en suspension(maximum 100 mg/l).

Il est précisé par ailleurs que les caractéristiques techniques du bassin du site de la Mole, répondent aux besoins de traitement de l'ensemble des produits de dragage extrait lors des opérations projetées.

Quant à la gestion des sédiments extraits par curage mécanique, ils sont comme précédemment précisé dirigés vers le même site de pré-traitement ; ou vers le site situé sur la commune du Teich dans l'hypothèse d'une saturation ponctuelle du site de la Mole.

La gestion des macros-déchets produits éventuellement par les activités ostréicoles des ports Gujanais susceptibles de gêner l'activité de dragage est prise en charge selon un processus spécifique (stockage dans une zone centralisée, tri sélectif et prise en charge pour élimination en centres de traitements extérieurs adaptés).

Selon le planning prévisionnel des travaux, les opérations de dragage seront réalisées en saison hivernale.

C'est ainsi qu'une première phase de travaux est prévue du 1er janvier au 30 avril et dans le cas où la première phase ne permettrait pas l'achèvement des travaux, une phase complémentaire exceptionnelle se déroulerait entre le 1er septembre et le 31 octobre.

Les opérations de curage (bassin à flot de Larros et pieds de cale des ports de Gujan, Larros et Canal Ouest) sont organisés selon les besoins des mises à l'eau en privilégiant les périodes ci-dessus.

Les sédiments valorisables séjournent au maximum trois ans dans les bassins de décantation de la Mole si les matériaux sont valorisés ; dans le contraire, ils sont stockés un an avant leur stockage en installation adaptée conformément à la réglementation en vigueur.

Le coût estimatif des travaux de dragage des ports Gujanais sont estimés à :

- Gujan : 350 000 €
- Larros : 300 000 €
- Canal : 300 000 €
- Cale de mise à l'eau de Canal : 35 000 € (175 000 € sur 10 ans)
- Cale de Gujan : 6000 € (30 000 € sur 10 ans)
- Cale de Larros : 12 000 € (60 000 € sur 10 ans)

le coût pour le bassin à flot de Larros n'est pas pris en charge par le porteur du projet.

C'est ainsi que l'ensemble des opérations de dragage des ports Gujanais entre 2018 et 2027 peut-être estimé entre 1 408 000 € (intervention unique sur les cales) et 1 620 000 € (intervention tous les deux ans sur les cales).

Cette estimation des coûts intègre l'installation de la conduite fixe sur l'estran ainsi que l'ensouillage sous les chenaux traversés des ports de Canal et de la Barbotière ainsi que les coûts des mesures de suivi (suivi de la turbidité, suivi bathymétrique et suivi biologique).

1.3.2 Raison du choix de la solution retenue

Le choix de la solution retenue pour l'intervention de dragage et la gestion des sédiments des ports Gujanais a été déterminé par la qualité des sédiments, la sensibilité des milieux naturels présents et les enjeux sociaux économiques locaux.

En l'espèce c'est la filière de gestion des sédiments qui a conditionné en grande partie les deux solutions techniques d'extraction des sédiments.

Considérant la teneur des articles L 122-3 et L 122-6, le maître d'ouvrage a adopté la démarche d'une politique de préservation durable de la qualité du milieu récepteur et de son environnement.

Cette réflexion a participé à l'élaboration du **Schéma Directeur du Traitement des Vases Portuaires du Bassin d'Arcachon (SDTVP)** ainsi que **l'élaboration des plans de Gestion Environnementaux Portuaires (PGEP)** permettant la détermination des actions à mettre en œuvre sur chacun des ports gérés par le Conseil Départemental de la Gironde

; étant rappelé que la gestion de ces dits ports a été confiée par arrêté préfectoral de juillet 2017 au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA).

C'est ainsi compte tenu par ailleurs de la teneur des documents d'orientations et d'aménagement du territoire (SDAGE, Grenelle de la Mer, Schéma de Mise en Valeur de la Mer, SCOT...) est écartée d'office la solution de rejet de sédiments intra-bassin au profit d'une solution de gestion à terre des matières draguées.

Ce choix a conduit le Conseil départemental de la Gironde à réaliser une plate-forme de pré-traitement des sédiments de dragage située à proximité des principaux sites de dragage compatible avec la mise en œuvre d'une valorisation à terre des sédiments dragués.

Ce site considéré comme une installation de transit de déchets non inertes non dangereux a fait l'objet d'une autorisation au titre de la réglementation ICPE en 2008, rubrique n° 2716.

Le choix de la technique de dragage doit intégrer la caractérisation des matériaux à draguer, leur transport et gestion, leur valorisation et les impacts économiques à long terme.

Cette réflexion a permis d'arrêter pour le dragage d'entretien des chenaux d'accès et des darses portuaires le choix du dragage hydraulique avec refoulement des sédiments en conduites étanches

Le choix retenu limite les nuisances visuelles, olfactives et sonores liées au transfert des sédiments par barges puis camions, la technique d'aspiration évitant par ailleurs la dispersion des matières en suspension dans la colonne d'eau.

Pour ce qui est des curages d'entretien des pieds de cale des ports Gujanais et du bassin à flot du port de Larros, la configuration des sites et le faible volume de sédiments concernés ont conduit au choix de la méthode de dragage par pelle mécanique présentant les avantages de maniabilité des engins, d'intervention à marée basse, de coûts acceptables et d'une distance de transport limitée (site de la Mole).

1.3.3 Étude d'impact (Pièces 4 à 14 du dossier)

Pièce 4

Cette partie du dossier analyse **la REGLEMENTATION APPLICABLE AUX TRAVAUX MARITIMES** et ce au titre du code de l'environnement : les articles L214-1, R 122-1 à 9, L123-1 dont il résulte que le projet de dragage doit faire l'objet d'une enquête publique, qu'il relève d'autre part du régime d'autorisation et qu'il est soumis à étude d'impact

Dans cette même partie il est traité de la qualité des sédiments au regard des seuils loi sur l'Eau, qui prévoit une étude d'incidence des opérations sur pratiquement l'ensemble des dragages en milieu marin.

C'est ainsi que sont définis deux niveaux de contamination des produits de dragage pour 18 métaux et 7 PCB (référence N1 et N2).

Pour les sédiments qui dépassent les seuils N2 leur méthode de gestion à terre permet de limiter les incidences potentielles de ces sédiments sur le milieu naturel.

En outre un test de dangerosité H 14 indique qu'une fois gérés à terre, les sédiments peuvent être considérés comme non dangereux pour l'environnement.

Dès lors que les sédiments sont extraits de leurs milieux aquatiques ils deviennent des déchets conformément aux dispositions de l'article L 541 du code de l'environnement, sous réserve de ne pas répondre à un des critères de dangerosité (H 14) et de répondre à un besoin en matériaux et pour le cas présent le remblais.

Compte tenu du résultat des analyses et de la filière de gestion retenue, les déchets résultant des sédiments des ports de Gujan, Larros et Canal peuvent prétendre à une valorisation à terre.

Par ailleurs l'installation pérenne localisée à proximité des zones à draguer sur le port de la Mole qui sera utilisée pour la déshydratation des sédiments extraits a bénéficié en 2014 d'une autorisation au titre de la réglementation ICPE (dossier Loi Eau et courrier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du bénéfice d'antériorité en Annexe 3).

En outre le projet objet de l'enquête publique n'est pas de nature à remettre en cause les recommandations du Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) en cours d'élaboration, dont les objectifs visent au développement des activités liées à la mer et à la préservation ainsi qu'à la gestion des espaces naturels remarquables.

Cette précédente remarque vaut également pour le Schéma Directeur du Traitement des Vases Portuaires (SDTVP), organisme initié par le Conseil Départemental de la Gironde dont les objectifs correspondent aux techniques mises en œuvre pour l'exécution des travaux maritimes sur les ports Gujanais.

La pièce réglementaire examine ensuite les différentes zones naturelles sensibles situées à proximité des zones de dragage et du site de prétraitement de la Mole

C'est ainsi que l'on recense à proximité des ports de Gujan, Larros et Canal et du site de prétraitement des sédiments les zones sensibles suivantes :

- Les deux ZNIEFF de type I à savoir les prés salés de la côte sud du bassin d'Arcachon et les domaines endigués du delta de l'Eyre.

Contrairement au site de prétraitement des sédiments déjà présent sur place, les zones de dragage ne sont pas situées dans le périmètre de ces deux zones.

- Une ZNIEFF de type II : le Bassin d'Arcachon, que les zones de dragage et le site de pré-traitement de la Mole intersectent.

- Les ZICO du bassin d'Arcachon et du banc d'Arguin dans lesquelles sont inclus les zones de dragage et le site de pré-traitement.

- Les sites du réseau NATURA 2000 répertoriées ci-dessous et affectant la zone d'étude des travaux à savoir : au titre de la directive « Oiseaux » (bassin d'Arcachon et banc d'Arguin) ; au titre de la directive « Habitats » (bassin d'Arcachon et Cap-Ferret ainsi que les Vallées de la Grande et de la Petite l'Eyre).

Dès lors et compte tenu des interférences ci-dessus, une étude d'incidences Natura 2000 est incluse dans le dossier.

Au regard de l'objectif fixé par le Schéma Régional de Cohérence Écologique/Trame Verte et Bleue Régionale (SRCE/TVB) ; le projet de dragage des ports Gujanais demeure compatible avec les orientations de la Trame Verte et Bleue d'Aquitaine.

Pour ce qui est de la protection des sites et monuments historiques et de l'archéologie, le projet de dragage des ports Gujanais n'interfère pas avec les sites classés et les sites inscrits du bassin d'Arcachon.

Quant à la compatibilité avec la réglementation au titre de la directive cadre sur l'eau, le projet répond parfaitement aux objectifs de cette directive à savoir ne pas détériorer l'état actuel des milieux aquatiques, atteindre le bon état des eaux en 2015, supprimer les substances prioritaires d'ici 2020 et respecter les objectifs spécifiques des zones protégées.

Il en est de même pour ce qui concerne la compatibilité avec la réglementation au titre de la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM) et du Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) .

En effet les éléments de faisabilité du projet répondant aux prescriptions (gestion à terre des sédiments) et le test négatif d'écotoxicité sur les sédiments, autorisent à considérer le projet comme compatible avec le Plan d'Action pour le Milieu Marin et les objectifs environnementaux proposés.

De l'examen de la compatibilité avec la réglementation au titre des dispositions d'aménagement et de gestion du territoire, il ressort :

- Que le projet de dragage des ports Gujanais est compatible avec les principes généraux du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021
- Que le projet est compatible avec les principes généraux du SAGE « Étangs littoraux Born » et Buch ; du SAGE « nappes profondes de Gironde » et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).
- Que le projet est compatible avec le plan local d'urbanisme (PLU).

Enfin pour que la compatibilité avec la loi littoral et le domaine public maritime (DPM) soit respectée, des mesures de prévention sont prises, pour limiter l'impact du projet sur l'estran.

En effet l'emprise du projet de dragage sort des limites strictes de la concession portuaire et une canalisation fixe est temporairement installée sur l'estran.

Pièce 5

Cette pièce traite du **CONTEXTE PHYSIQUE** du projet (climatique-géologique-océanographique) en examinant successivement son état initial, les impacts du projet et les mesures associées.

1) Le contexte climatique

La climatologie n'intervient pas directement dans la nature ou sur la qualité des sédiments dragués, mais elle peut influencer sur les opérations de dragage selon les conditions météorologiques locales.

Dès lors seul des effets directs des conditions météorologiques peuvent avoir une influence sur le projet (vent, houle, etc.) lors des conditions de mise en œuvre des engins de dragage.

Le projet n'est pas en lui-même de nature à modifier les conditions météorologiques, mais il est nécessaire de préciser l'impact des travaux en termes d'émissions des gaz à effets de serre produit par les engins de chantier (dragage, pelle mécanique et camions). Ce type d'impact direct et temporaire reste négligeable puisque pendant la durée totale des travaux 80 t environ de CO2 seront émis.

2) Le contexte géologique

La feuille Arcachon est le reflet d'une zone côtière en perpétuelle modification, caractérisée par un ensablement et un envasement permanent.

La technique de dragage ne retirant que le volume de sédiments excédentaires, aucun impact sur le contexte géologique de la zone n'est observé du fait des solutions techniques de dragage retenues.

3) Le contexte océanographique

Grâce aux relevés topo-bathymétriques effectués sur des secteurs concernés par les opérations de dragage il a été possible de déterminer les volumes à draguer selon les secteurs. (Planche 10).

Pour ce qui est de l'influence des marées, le marnage (différence de niveau entre pleine mer et basse mer) passe à l'entrée du bassin d'Arcachon de 1,10 m pour une marée de faible amplitude à 4,95 m pour une marée de forte amplitude.

Quant aux courants rencontrés dans le bassin ils proviennent du phénomène de marée et d'un second phénomène de courant marin intervenant au niveau des passes d'entrée du bassin.

Les vitesses de courant qui peuvent être importantes au niveau des passes, diminuent fortement pour être négligeables au voisinage des zones de dragage (moins de 10 cm/s).

Un autre agent hydrodynamique du littoral est constitué par la houle. Elle est intense sur la côte atlantique. Toutefois la pénétration de ces houles puissantes dans le bassin se cantonne à la zone des passes.

Ces houles ont un impact majeur sur déplacements des bancs et à l'origine du phénomène de la dérive littorale.

La zone d'étude est située dans une zone en accrétion et dès lors les chenaux d'accès et les ports ont naturellement tendance à s'envaser nécessitant des dragages d'entretien.

C'est ainsi que les agents hydrodynamiques et plus particulièrement les conditions de marée doivent être pris en compte lors de la réalisation des travaux en optimisant le temps de dragage pour éviter des dégâts importants sur les engins de chantier et sur les infrastructures jouxtant les zones draguées.

En outre si les travaux des ports Gujanais n'ont aucune répercussion sur la houle dans la zone d'étude, il n'en reste pas moins que le phénomène de houle peut avoir un impact sur la réalisation des travaux (risque d'accident et ou détérioration du matériel) mais également sur l'immobilisation des opérations d'autant que ces dernières sont mises en

œuvre en période hivernale et automnale, pendant lesquelles on observe la recrudescence des événements climatiques pénalisants.

En revanche au niveau de la bathymétrie, les incidences du dragage sur le plan d'eau sont positives puisque les côtes d'objectifs permettront de garantir l'accessibilité et la sécurité des usagers du port.

Il en va de même pour les incidences du curage des pieds de cale et du bassin à flot sur la poursuite des activités économiques liées à ces deux sites.

Pièce 6

Cette pièce traite du contexte chimique : son état initial, les impacts du projet et les mesures associées.

Les travaux d'entretien des ports Gujanais impliquent une gestion des produits extraits en accord avec la réglementation en vigueur. C'est ainsi que les sédiments destinés à être dragués doivent faire l'objet d'une caractérisation complète afin de garantir l'innocuité des opérations sur l'environnement et la santé humaine

Pour s'assurer que les matériaux à gérer sont compatibles avec la réglementation en vigueur deux campagnes de prélèvements des sédiments en amont des opérations de dragage ont été réalisées en plusieurs points sur les chenaux d'accès et les différentes darses des ports, à raison de trois échantillons par secteur. Les résultats des analyses sont disponibles en annexe 4.

De ces échantillons il ressort que la composition des sédiments est homogène pour les trois ports Gujanais et pour les chenaux d'accès.

Au niveau de la qualité chimique des sédiments les résultats d'analyse (planches 7 et 8) des dépassements des éléments traces-métalliques au niveau des trois ports ont été relevés.

Il en est de même pour les HAP (organiques), ainsi qu'un dépassement du PCB (organiques) sur la darse Ouest du port de Larros.

Si plusieurs dépassements des seuils réglementaires ont été observés au niveau des chenaux d'accès et darses des 3 ports, il n'en reste pas moins que la filière de gestion à terre choisie par le porteur du projet est compatible avec la qualité physico-chimique des sédiments

La dangerosité des déchets se détermine par rapport à la classification qui résulte d'un décret d'avril 2002 abrogé puis consolidé par un décret d'octobre 2007.

Ce décret fixe un critère de dangerosité allant de H1 à H14.

Le critère H14 « écotoxique » est considéré par le ministère de l'environnement comme étant le plus pertinent pour évaluer la non dangerosité des sédiments.

Des analyses des sédiments il ressort globalement sur le plan réglementaire, que des dépassements des seuils N1 et N2 sont observés dans les sédiments des ports Gujanais qui risquent d'altérer les milieux aquatiques en cas de redistribution. Ces sédiments restent cependant non dangereux vis-à-vis du milieu naturel.

Il convient de rappeler que la gestion à terre des sédiments reste adaptée à la qualité physico-chimique des dits sédiments.

De plus la méthode de dragage mis en œuvre (aspiration hydraulique) limite notablement la remise en suspension des sédiments lors du dragage et permet de transporter les sédiments vers le site de prétraitement de la Mole via des conduites étanches

En conséquence, l'impact des travaux de dragage d'entretien sur la qualité chimique des fonds peut être considéré comme négatif, direct, faible, temporaire, et localisé.

Afin d'améliorer la réduction des impacts du projet sur le milieu naturel à court et moyen terme, le porteur du projet souhaite mettre en œuvre des mesures de réduction supplémentaires qui ont trait au suivi préventif des hauteurs d'eau et des sédiments dans le port et les chenaux à l'issue des dragages ; ainsi qu'à la sécurisation de la qualité de l'eau par un suivi régulier de la turbidité lors des opérations de dragage
le coût de l'ensemble des opérations de suivi (turbidité et bathymétrie) a été budgété à hauteur globale de 40 000 € par dragage.

Pour ce qui est des opérations de curage mécanique des pieds de cale des ports de Gujan, Larros et Canal Ouest et du bassin à flot de Larros ,ils auront lieu à marée basse

Les zones de travaux sont délimitées avec précision préalablement à la mise en œuvre des travaux ; le maître d'ouvrage étant chargé via un dispositif de balisage de s'assurer du respect de ces zones.

Afin de limiter les pollutions accidentelles les moteurs des engins utiliseront de l'huile biodégradable ; une récupération d'hydrocarbure par pompage est envisageable et les opérations de vidange auront lieu au port d'attache de la drague.

Quant au suivi de la turbidité pour s'assurer de la qualité de l'eau, il permet en outre de s'assurer de l'absence d'impact des opérations sur les fonds sédimentaires à proximité.

Ce suivi des volumes constitue le premier maillon de la chaîne de traçabilité des déchets auxquels sont attachées les sédiments devant être gérés à terre.

Le bilan de la qualité de la masse d'eau concernée par les opérations de dragage des ports Gujanais apparaît en annexe 4 du dossier et les indicateurs du risque sanitaire sont pris en compte sur les eaux de baignade, sur les zones conchylicoles et sur les sédiments.

L'IFREMER a établi cinq réseaux de surveillance différents pour la qualité du milieu marin littoral, il s'agit des réseaux :

- REMI pour les contaminants microbiologiques,
- REPHY pour les phytoplanctons et phycotoxines,
- ROCCH pour la contamination chimique,
- REBENT pour l'évaluation de la richesse habitat, faune, flore,
- RESCO pour l'observatoire conchylicole.

Un laboratoire d'environnement ressources du réseau ARCHYD installé sur le bassin d'Arcachon permet d'approfondir les connaissances et d'enrichir le diagnostic de la qualité du milieu marin.

Pour le réseau REMI implanté sur le port de Larros la qualité de l'eau du point de vue biologique est de qualité moyenne et globalement la contamination microbiologique des mollusques du bassin décroît et ne présente pas de tendance significative.

Le point de mesure ROCCH le plus proche des ports Gujanais fait apparaître que les concentrations en métaux lourds sont inférieures aux seuils réglementaires mais supérieurs aux valeurs médianes nationales dans le cas du Cadmium.

Quant au suivi de la turbidité lors des précédentes opérations de dragage et notamment le dragage du port de la Barbotière il n'a pas fait apparaître des concentrations en Matières en Suspension supérieures à la moyenne saisonnière étant précisé que les concentrations naturelles du bassin d'Arcachon pour ce qui est des matières en suspension peuvent varier de 10 g à 75 mg/l en hiver.

Les résultats publiés depuis 2011 par l'Agence Régionale de la Santé (ARS) indiquent une eau de bonne qualité à proximité des ports Gujanais.

C'est ainsi que l'on peut considérer que la qualité des eaux marines, évaluée à travers les différents réseaux de suivi, fait état d'une qualité moyenne d'un point de vue micro biologique et phytoplanctonique plus particulièrement en été.

Les eaux du bassin ne présentent pas de pollution aux métaux lourds supérieure aux seuils réglementaires mais présentent toutefois et notamment à l'est du bassin, une augmentation des concentrations en zinc, cadmium et cuivre.

Comme constaté précédemment les eaux de baignade au niveau des zones de dragage et à proximité présente une bonne voir très bonne qualité.

Quant aux impacts susceptibles d'être générés par les travaux de dragage d'entretien sur la qualité des eaux marines, ils peuvent se traduire par la remise en suspension des sédiments fins, par la remise en suspension de la contamination chimique et ou microbiologique et par un incident sur un engin de chantier.

À cet égard compte tenu de la technique de dragage retenue (dragage hydraulique) la mise en suspension des sédiments est limitée à l'élinde, ce qui réduit largement leur dispersion dans le milieu.

C'est ainsi que les opérations de dragages réalisés en 2009 sur le chenal du port de de Canal à Gujan Mestras et sur le chenal du port de la Barbotière en 2012, les concentrations en matière en suspension relevées étaient globalement inférieures à respectivement 40 et 60 mg litres proches de celles mesurées dans le milieu naturel.

Du fait des conditions intervention et des mesures mises en œuvre, les incidences sur la qualité des eaux marines resteront minimales et n'auront pas d'effet significatif sur la ce concentration en matière en suspension, sur la teneur en oxygène où la perturbation du milieu

Le suivi lors des opérations de dragage sera mis en œuvre, au milieu des prises de malines de part et d'autre du port dragué ainsi qu'à la sortie du bassin de décantation de la Mole.

Au niveau de ce dernier point ces suivis débiteront 15 jours avant le démarrage des travaux, se poursuivront pendant la durée des travaux et s'achèveront 15 jours après la fin du refoulement des sédiments.

Il en sera de même après la valorisation des sédiments sur le site de prétraitement, au niveau des opérations de valorisation en lien avec le milieu naturel (rechargements de plage, confortements de digues...)

Pièce 7

Cette pièce traite du **CONTEXTE BIOLOGIQUE** en examinant successivement l'état initial, les impacts du projet et les mesures associées.

La zone d'étude est connue pour être une zone riche en biodiversité et présente également une certaine sensibilité naturelle (Natura 2000 et ZICO). La planche 16 synthétise le contexte biologique.

Le littoral aquitain présente un corridor écologique linéaire de la trame verte qui est rompu au niveau du bassin d'Arcachon.

Cette situation est directement liée au contexte urbain englobant les ports (urbanisation et voies de circulation).

L'analyse sitologique qui répertorie les dispositions prises dans le secteur concerné par le projet pour protéger la biodiversité faunistique et floristique est présentée sur la planche 2.

C'est ainsi que la zone des travaux projetés est incluse dans la ZICO (directive oiseaux) du bassin d'Arcachon et banc d'Arguin. Cette ZICO représente un site majeur d'hivernage pour un grand nombre d'oiseaux d'eau.

La première réserve naturelle se situant à plus de 30 km de la zone des travaux ne peut être impactée par des interférences.

Il en est de même pour les trois Espaces Naturels Sensibles (ENS) qui bien que se trouvant à proximité de la zone d'étude ne sont pas en lien direct avec le projet de dragage ni de gestion des sédiments.

Une zone RAMSAR créée pour la protection des zones humides d'importance européenne est située à proximité, mais en amont hydraulique de la zone de projet.

En revanche le projet de travaux de dragage d'entretien des ports Gujanais est inclus dans la ZNIEFF de type 2 « bassin d'Arcachon » et dans la ZNIEFF de type 1 « Prés salés de la côte sud du bassin d'Arcachon ».

Pour ce qui est des zones de protection incluses dans le réseau Natura 2000 ; le projet (dragage et site de pré-traitement) interfère au niveau de deux sites Natura 2000 : bassin d'Arcachon et banc d'Arguin et bassin d'Arcachon et Cap-Ferret.

Un troisième site Natura 2000 : vallée de la Grande et de la Petite l'Eyre est indirectement concerné par le projet. Dès lors ces trois zones Natura 2000 font l'objet d'une évaluation spécifique.

Quant aux peuplements benthiques (ensemble des organismes vivants en relation étroite avec les fonds subaquatiques) ; il apparaît que la faune benthique ou Zoobenthos (animaux) de la zone du projet, ne présente pas d'intérêt particulier. En revanche le Phytobenthos (algues) joue un rôle déterminant dans l'écologie du bassin.

Il s'agit principalement des peuplements d'herbiers à zostères présents dans la zone du projet de dragage des ports Gujanais.

La diversité des habitats dans le bassin d'Arcachon explique la présence de nombreuses espèces halieutiques différentes (poissons et coquillages).

De même que le bassin se trouvant sur des trajets de migration pour les oiseaux, constitue par ailleurs une étape plus ou moins longue pour les migrateurs (64 espèces d'oiseaux recensées dont une vingtaine d'espèces reproductrices).

L'examen des impacts du projet sur le milieu biologique fait apparaître :

- Que le projet n'est pas de nature à impacter négativement la trame verte et bleue, mais au contraire qu'il doit favoriser les échanges hydro-sédimentaires entre les ports Gujanais et le bassin d'Arcachon`
- Que les opérations de curages auront un impact négatif, négligeable, direct et temporaire sur les peuplements benthiques ; l'habitat initial devant se reconstituer rapidement dès la fin des opérations.
- Que le milieu portuaire et les chenaux d'accès ne sont pas propices au développement de peuplements benthiques notables.
- Que le principal impact des opérations de dragage peut-être l'augmentation de la turbidité.

Ainsi tenant compte des enjeux faibles localement, des méthodes mises en œuvre de dragage et des suivis réalisés ; il est permis de considérer que l'impact de l'augmentation de la turbidité sur les peuplements benthiques sera faible, temporaire, négatif et localisé et qu'au contraire, l'extraction des sédiments apportera une amélioration de l'état des fonds portuaires en partie dépollués.

Cette précédente analyse vaut également pour l'impact susceptible d'être constaté au niveau du phytobenthos.

Les opérations de dragage doivent avoir un impact négatif sur la faune piscicole locale qui peut être caractérisé de faible, direct, temporaire et localisé.

Quant aux impacts vis-à-vis de l'avifaune (oiseaux), si les travaux de dragage d'entretien au niveau des ports et des chenaux d'accès risquent de perturber temporairement certaines espèces habituées à la zone de travaux, ces impacts peuvent être considérés sur ces populations comme négatif, faible, direct et temporaire ; la fin du chantier devant correspondre à un retour de ces populations.

À noter que le coût du diagnostic biologique inclus dans celui des travaux, peut-être estimé à 8000 € par inventaire.

En ce qui concerne l'impact des opérations de transport de sédiments par conduites de refoulement, il convient de rappeler que ces conduites étanches sont destinées au refoulement des sédiments extraits entre la drague et le booster et entre le booster et le point d'accès à la canalisation souterraine au niveau du port de la barbotière.

La première section (drague/booster) est déplacée quotidiennement et reposera temporairement sur une même zone de l'estran sans l'impacter. La deuxième section (booster/barbotière) sera lestée pour flotter à marée haute et reposera sur le fond à marée basse.

Ainsi seule l'action de repli des lests utilisés pour l'ancrage de cette dernière conduite représente la principale cause d'incidence sur les herbiers à zostères.

Considérant, que ces derniers impacts sont limités du fait de la surface concernée (moins de 50 m²) pour le dernier tronçon (flottabilité pour le premier) ; l'impact du transport des sédiments par conduites étanches sur les herbiers à zostères peut être caractérisé comme faible, temporaire, négatif et localisé.

Cette même analyse peut s'appliquer aux impacts sur le schorre.

Quant aux mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivis par rapport aux impacts sur le contexte biologique et indépendamment des mesures définies et prises pour optimiser et maîtriser la dispersion du panache turbide ; le porteur du projet a choisi de limiter la période des travaux maritimes entre septembre et avril et si possible entre novembre et avril, période où l'écosystème est moins sensible et période de faible fréquentation de la zone.

De même le choix des engins de chantier sera arrêté en fonction de la taille et des volumes de dragage à réaliser. Des dispositifs d'insonorisation seront mis en place et le trajet de la conduite de refoulement sera étudié pour éviter les zones d'herbiers permanents et le schorre.

Il est utile de rappeler qu'outre les mesures de suivi de la masse d'eau permettant de maîtriser la turbidité du milieu, il est également prévu de mettre en place un suivi biologique (benthos, herbiers, schorre)

Pièce 8

Cette pièce traite du **CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE** en examinant à l'instar des autres analyses, l'état initial, les impacts du projet et mesures associées.

L'ensemble des travaux de dragage , curage et prétraitement des sédiments se déroulent sur la commune de Gujan-Mestras.

L'ostréiculture est une source majeure d'emplois sur le bassin et représente 315 exploitations pour 1500 emplois induits dont 30 exploitations pour le seul port de Gujan.

Les ports Gujannais possèdent par ailleurs des flottilles dédiées à la pêche à l'intérieur du bassin.

Le commerce est principalement concentré au sud du bassin.

L'activité industrielle est sous représentée sur le bassin . 65 chantiers navals présents au sud du bassin fournissent un emploi industriel sur cinq dont la société Couach basée à Gujan-Mestras.

Quant au tourisme, son impact sur l'emploi est fort, concentré sur la période estivale et représente en moyenne 12,64% de l'emploi salarié total sur le bassin.

Les opérations de dragage et de curage d'entretien sur le fonctionnement des ports sont

globalement sources d'impacts particulièrement positifs sur le maintien du bon fonctionnement des ports, des conditions de navigation et stationnement des bateaux.

Le fonctionnement portuaire pourra être perturbé par la présence des installations de chantier et les besoins d'intervention sur des zones occupées par des embarcations, générant un impact négatif et direct en termes de fonctionnalités des ports et des risques de réduction d'activité.

Ce genre d'impact reste malgré tout ciblé dans le temps en basse saison hivernale mais aussi de façon temporaire les opérations de dragage n'étant engagées que pour une période de 2 à 4 mois selon les volumes à draguer.

En outre l'installation du chantier et son repli sont des phases de moins de 20 jours qui affectent principalement les structures portuaires terrestres.

Si les retombées économiques directes sur les activités du port sont peu favorables durant la phase de dragage elles sont en revanche très favorables à la pérennisation des usages à terme.

La phase de travaux sera en effet source d'impacts positifs directs et indirects sur les activités connexes implantées sur le port de sa périphérie immédiate en pérennisant à moyen terme les usages, emplois et retombées économiques favorisés par le bon fonctionnement des ports.

Pour ce qui est de l'impact des travaux sur les activités nautiques, s'ils sont susceptibles de perturber les conditions d'accessibilité au plan d'eau, cet impact peut être considéré comme faible du fait de la tenue des travaux hors saison estivale, en période de moindre fréquentation des ports Gujanais.

En revanche à bien plus long terme, l'impact du dragage d'entretien de nature à améliorer sensiblement les conditions de navigation dans l'enceinte du port, sera particulièrement positif.

Quant à l'impact sur l'activité touristique qui peut se traduire par une gêne visuelle, il restera indirect, négatif, négligeable, temporaire (travaux hors période estivale) et localisé.

Cette précédente remarque vaut pour les impacts directs sur le fonctionnement des ports liés au transport des sédiments depuis les zones de curage vers le site de prétraitement de La Mole ou éventuellement sur le site du Teich.

Les impacts de ces transports sur les activités économiques et l'emploi et les activités de loisirs ne peuvent avoir qu'un caractère accidentel.

À noter que le coût des mesures liées au transport des sédiments est intégré à celui des travaux.

Les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi vis-à-vis du contexte socio-économique sont axées essentiellement sur les mesures de réduction et les mesures de suivi.

Ainsi les mesures prises pour réduire les impacts du projet susceptibles de perturber des activités économiques et le fonctionnement de la vie autour du port sont relatifs au choix de la période d'intervention (entre septembre et avril voire mars) et aux problèmes d'accessibilité au plan d'eau durant les travaux de dragage d'entretien

Pour ces derniers impacts potentiels les mesures de réduction envisagées concernent:

- L'utilisation de conduites souples pour l'évacuation des sédiments extraits,
- La matérialisation des passages pour la circulation des bateaux,
- Le choix d'une gestion à terre des sédiments dégradés,
- La sécurisation de l'ensemble des espaces de gestion à terre (mise en place de barrière),
- La mise en place d'itinéraires de circulation spécifique pour les acheminements par camion.

Les mesures de suivis spécifiques ont trait essentiellement à la vérification de l'étanchéité des conduites et des connexions avec le booster, à la vérification de l'état de la voirie et son nettoyage éventuel et au suivi de la turbidité en continu au niveau du rejet des eaux clarifiées du bassin de la Mole.

Pièce 9

Cette pièce traite de l'état initial, des impacts du projet sur le **CADRE DE VIE** et des mesures associées susceptibles d'être mises en œuvre.

Les aires des travaux de dragage d'entretien des ports Gujanais et le bassin de prétraitement de la Mole se situent en milieu portuaire, dans un environnement paysager spécifique à plusieurs égards.

Ce cadre de vie unique pour la population doit être intégré pour en appréhender les impacts des opérations pendant et après les travaux.

Le contexte paysager des ports de Gujan, Larros et Canal se caractérise essentiellement par son activité ostréicole qui constitue un des attraits touristiques majeur du bassin.

L'état initial du cadre de vie ne fait pas apparaître de spécificités particulières compte tenu de la localisation de la zone d'étude

A noter toutefois que cette zone est incluse dans le périmètre du PPRI qui affecte la commune de Gujan-Mestras.

Au niveau des impacts des travaux de dragage d'entretien sur le cadre de vie on peut estimer :

- Qu'ils sont négatifs, directs, temporaires et négligeables sur le cadre de vie,
- Que cette appréciation vaut pour les impacts sur le trafic routier, ainsi que pour le trafic maritime et les voies d'accès et qu'au contraire et à plus long terme les dits travaux amélioreront les conditions de navigation sur le trafic maritime local.

Quant à l'impact sur le niveau sonore, l'émergence générée par le fonctionnement de la drague hydraulique et le booster peut être considérée comme faible ; celles des pelles mécaniques et des camions comme moyenne.

À cet égard il convient de rappeler que les travaux ont lieu hors période estivale, selon un planning de chantier élaboré en concertation avec l'environnement concerné (les habitations plus proches sont situées respectivement à 80 m, 260 m et 210 m des ports de Gujan, Larros et Canal.

L'incidence des opérations de dragage et sur la qualité de l'air (odeur et poussière) sont négligeables

Pour ce qui des impacts susceptibles d'être générés par le transport des sédiments, entre les pieds de cale et le bassin à flot et le site de la Mole ; ils peuvent être qualifiés de faibles, négatifs, directs et temporaires.

Dans l'hypothèse ou le transport temporaire des sédiments vers le site du Teich serait envisagé (capacité maximale du site de la Mole atteinte), les impacts peuvent être qualifiés de moyens, négatifs, directs et temporaires.

Les impacts sur le niveau sonore et les vibrations sont corrélées aux impacts sur le trafic routier. Ils sont qualifiables de moyens, négatifs, directs et temporaires.

Quant aux impacts sur la qualité de l'air généré par le transport des sédiments ils pourront se concrétiser par des nuisances olfactives, qui demeureront limités du fait des courts trajets entre les sites d'extraction et le site de la Mole.

Les impacts du projet sur l'hygiène, la salubrité et la sécurité publique peuvent dépendre de la nature intrinsèque des sédiments, des risques associés à la phase des travaux, des nuisances associées au bruit et des rejets dans l'air de poussières et de résidus de combustion des engins.

Pour ce qui est des risques sanitaires liés à la nature des sédiments ils apparaissent négligeables compte tenu de la nature même des sédiments (inertes pour la majeure partie et non écotoxiques) et à l'absence de voie de transfert conduisant à un contact cutané et/ou une ingestion.

Il en est de même pour les impacts potentiels liés à la phase de travaux dans la mesure où ces travaux sont limités dans le temps et le chantier interdit au public.

Les impacts pendant les travaux relatifs au bruit et aux émissions de poussières et de contaminants atmosphériques, sont également considérés pour leur incidence sur la santé humaine, comme négligeables.

Les mesures envisagées visant à supprimer, réduire, suivre ou accompagner les incidences dommageables du projet sur le cadre de vie s'organisent autour :

- D'une diffusion par le porteur du projet des informations entre deux semaines et un mois avant le début des travaux à la Préfecture Maritime ou à la DDTM,
- D'une surveillance maritime assurée par la vigilance de la capitainerie,
- D'une batterie de moyens techniques (équipements de positionnement et enregistrement cartographique de la drague),
- D'un dispositif de balisage mis en place par les entreprises de travaux après concertation avec le maître d'ouvrage.
- D'une organisation des chantiers préalablement au démarrage des travaux (réunions d'établissement de planning, élaboration d'un plan de circulation pour les camions pour accéder aux port de Larros et Canal et au centre de la Mole),

Quant aux mesures de réduction des impacts envisagées elles consistent en la programmation des travaux en basse saison, en l'établissement d'un plan de circulation pour les camions évitant les zones résidentielles denses, au respect de la réglementation

en matière de limitation des émissions sonores et le niveau de vibration, à l'organisation appropriée du chantier pour optimiser les déplacements des engins de chantier (dragage, pelles et camions) et par la même maintenir la qualité de l'air.

De plus le porteur du projet prévoit la mise en place préalablement au démarrage des travaux d'une signalisation terrestre qui s'accompagnera d'une définition et surveillance des zones d'accès interdites au public, de la clôture à terre autour du chantier, d'un balisage de part et d'autre du chantier en mer et à terre.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'informations préalables par avis aux usagers du site et auprès du public.

Pièce 10

Cette partie traite des incidences du projet sur le réseau **NATURA 2000** concerné par l'emprise du projet en examinant l'état initial, les incidences du projet et les mesures associées.

L'évaluation de ces incidences sur le réseau Natura 2000, résulte des stipulations de l'article L414-4 du code de l'environnement. Cette étude complémentaire fait partie intégrante du présent dossier « loi sur l'eau ».

Pour rappel trois sites Natura 2000 sont susceptibles d'être concernés par le projet l'un au titre de la directive « Oiseau » dénommé Bassin d'Arcachon et Banc d'Arguin ; les deux autres au titre de la directive « Habitat » dénommés Bassin d'Arcachon et Cap-Ferret et Vallées de la Grande et Petite l'Eyre.

Le site Natura 2000 au titre de la directive « Oiseau » (site bassin d'Arcachon et banc d'Arguin) est essentiellement composé de milieu marin pour une superficie de 22 684 ha.

Les espèces d'intérêt communautaire (exclusivement des oiseaux) contribuant à la désignation du site apparaissent sur un tableau ; cette zone comptabilise une communauté d'origine européenne estimée à 100 000 oiseaux.

La richesse de ce site réside dans la plus grande surface d'Europe d'herbiers à zostères, dans la grande diversité de mollusques et crustacés et nombreuses zones de frayères, de reproduction, d'abri et d'alimentation pour l'avifaune marine.

Aucun plan de gestion n'existe pour ce site qui est inclus dans le futur Parc naturel Marin du bassin d'Arcachon et s'intègre dès lors naturellement dans les objectifs de gestion de ce dernier.

Le premier site Natura 2000 sous la directive Habitat (bassin d'Arcachon et Cap-Ferret) principalement composé de milieu marin présente l'ensemble des différents milieux du bassin d'Arcachon.

C'est une zone très favorable à l'avifaune et les enjeux protégés par ce site sont particulièrement sensibles aux conséquences des activités anthropiques.

Onze habitats d'intérêt communautaire bénéficiant globalement d'une « Excellente » évaluation sont recensés dans ce site Natura 2000.

Le bassin d'Arcachon qui constitue le seul abri au sud de l'estuaire de la Gironde présente en outre le plus grand herbier à zostères d'Europe. Son embouchure est un habitat important pour plusieurs espèces de poissons benthiques.

Les usages de ce site et ses mesures de gestion sont identiques à ceux décrits pour le site du bassin d'Arcachon et banc d'Arguin.

Le deuxième site Natura 2000 sous la directive Habitat (Vallées de la Grande et de la Petite Leyde) est essentiellement composé de milieux terrestres et présente une superficie de 5686 ha. Ce site constitue le principal réseau de drainage des Landes de Gascogne.

Cette zone forestière à 65 % permet de protéger un vaste réseau hydrographique qui possède une Sylvestre presque continue.

Ce site situé à proximité de la zone d'étude mais à 3,4 km en amont de celle-ci ne l'intersecte pas.

L'analyse des incidences directes, indirectes, temporaires et permanentes du projet sur l'état de conservation des sites, fait apparaître que globalement et in fine ce projet dont l'objectif consiste en l'évacuation des sédiments des ports Gujanais participe ainsi à l'assainissement des fonds portuaires par l'amélioration de la qualité des eaux littorales en général et par la même à la protection des habitats marins sensibles.

Pour ce qui est des incidences sur les zones de protection spéciale (ZPS) du bassin d'Arcachon et plus particulièrement en ce qui concerne la ressources alimentaire des oiseaux ; elles sont négatives, directes, temporaires, et localisées et négligeables au regard du rayon d'alimentation des oiseaux côtiers et marins.

Les incidences susceptibles d'affecter les sites d'intérêts communautaires (SIC) du bassin d'Arcachon et des Vallées de la Grande et de la Petite l'Eyre ,sont liées à l'impact de la diminution de la qualité de l'eau sur le poisson, les mammifères marins et les autres espèces marines.

Compte tenu des choix techniques de dragage, des moyens de suivi de la turbidité ; l'impact de la diminution de la qualité de l'eau sera négatif, temporaire, localisé et négligeable.

Cette dernière remarque s'applique pour les mêmes raisons aux impacts susceptibles d'affecter les vasières d'herbiers à zostères et le schorre.

Plus généralement il résulte de l'analyse que les impacts des opérations de dragage sur les habitats benthiques et littoraux de la zone Natura 2000 SIC du bassin d'Arcachon peuvent être considérés comme négligeables sur les habitats benthiques et littoraux de la SIC Vallées de la Grande et de la Petite Leyde.

Quant aux mesures visant à supprimer, réduire, suivre ou accompagner les incidences dommageables du programme sur l'état de conservation des espèces, elles concernent :

- Le choix des engins de chantier adapté aux volumes de dragage à réaliser,

- La mise en place de dispositifs d'insonorisation sur les engins,

- Le choix du trajet de la conduite souple évitant les zones d'herbiers permanents et le schorre,

- Le suivi biologique de la zone d'étude réalisée pour chacune des opérations de dragage.

Pièce 11

Cette pièce présente **LA SYNTHÈSE DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET SUIVIS ENVIRONNEMENTAUX** ; en distinguant les impacts et mesures prises pour limiter les effets du projet qui sont recensés sur les planches 8 à 12 ; les planches 13a et 13b synthétisant l'ensemble des impacts potentiels du projet après l'adoption des mesures associées ; la planche 14 présentant une synthèse générale du projet.

La synthèse des mesures de suivis et de surveillance environnementale du projet distingue les suivis associés au contexte physique et les suivis associés au contexte chimique et à la qualité des eaux, en précisant que l'ensemble des mesures de suivi fera l'objet de consignation dans le registre de chantier tenu à disposition des services Police de l'Eau durant les travaux.

Pièces 12 et 13

La pièce 12 fait état de l'estimation du coût des travaux de dragage d'entretien des ports Gujanais.

Cette estimation financière totale est comprise entre 1,43 et 1,84 millions d'euros.

Les coûts estimatifs des principales mesures prises pour éviter, réduire ou compenser les incidences liées aux travaux de dragage d'entretien sont estimés à :

- 35 000 € plus 1000 € avant chaque opération pour l'analyse physico-chimique des sédiments avant les opérations,
- 20 000 € par opération (60 000 € au total) pour le suivi de turbidité,
- 80 000 € par suivi (24 000 € au total) pour les suivis biologiques,
- 15 000 € par opération (avant et après travaux) pour le suivi bathymétrique des zones draguées.

La pièce 13 synthétise les interactions entre les différents impacts du projet qui sont présentées sous forme de schémas en planches 15 et 16.

Pièce 14

Cette pièce présente conformément aux stipulations de l'article R 122-5 du code de l'environnement l'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets, étant précisé que les projets à prendre en compte pour cette analyse sont ceux en lien avec la zone d'influence des dragages qui sont autorisés, en cours de réalisation, ou encore autorisés mais dont la réalisation n'a pas commencé ou sont au stade de l'instruction.

Les projets identifiés selon les définitions ci-dessus sont ceux de la gestion des sédiments de dragage à savoir : la déshydratation sur la plate-forme de pré-traitement du port de la Mole et la valorisation des sédiments (rechargement de plage, confortement de berges).

La gestion des sédiments sur le site ICPE du port de la Mole est représentée dans la pièce 2 du dossier.

Pour ce qui est de la filière de gestion à terre des sédiments l'annexe 1 du document énumère les différentes solutions de valorisation qui ont été mises en œuvre par le

département au cours des 4 dernières années (utilisation en remblais, valorisation de plage, confortement de berges....).

En outre le porteur du projet s'est attaché à identifier les secteurs portuaires potentiels de réemploi des sédiments issus des opérations de dragage des ports Gujanais. Le plan des sites potentiels de stockage figure en annexe 2.

D'autres filières de valorisation pour les sédiments fins ont été également étudiées dans le cadre des plans de gestion environnementaux portuaires.

En tout état de cause le choix des filières de réemploi/valorisation envisageable est conditionné par le résultat des analyses de l'ensemble des matériaux avant extraction du site de prétraitement (notamment test de lixiviation et de non dangerosité).

La fiche de programmation ainsi établie est soumise à la validation de la DDTM.

L'analyse globale des impacts cumulés des projets selon le contexte étudié fait apparaître :

– Sur le plan climatique, les impacts cumulés des travaux de dragage et de gestion des sédiments (production de gaz à effets de serre) seront directs, négatifs, temporaires et négligeables,

– Sur le plan chimique, du fait des dépassements des seuils réglementaires (arrêté du 14 décembre 2014) pour un élément trace métallique principalement, les sédiments situés au fond du serpent du site de prétraitement ne sont pas inertes.

En revanche les sédiments des bassins BS1, BS2 et du serpent peuvent être considérés comme inertes au regard des prescriptions du même arrêté.

La qualité bactériologique des sédiments ne constitue pas une nuisance potentielle pendant les opérations.

Quant à la déshydratation des sédiments et la gestion des sables en rechargement de plage, elles auront un impact direct, négatif, négligeable, temporaire, localisé et direct sur la nature et la hauteur des fonds.

De même l'impact sera négligeable sur la qualité chimique des fonds dès lors que les eaux de rejet sont clarifiées et contrôlées.

Pour ce qui est de la qualité aucun dépassement du seuil d'alerte n'est observé lors des opérations de dragage, par conséquent les incidences sur la qualité chimique et microbiologique des eaux marines restent minimales et n'auront pas d'effet sur les espèces en place, ni sur la teneur en oxygène où la perturbation du milieu.

– Sur le plan biologique, le contexte ne subira pas d'impact lié aux opérations de déshydratation des sédiments qui peut être considéré comme négatif, direct, négligeable, temporaire et localisé.

Les impacts des opérations de rechargement de plage pourront aussi être considérés comme négatifs, négligeables directs et temporaires d'autant que les plages bénéficiant d'opérations de rechargement sont des plages fortement anthropisées et dégradées.

L'impact des autres opérations de valorisation de sédiments sur le contexte biologique peut être considéré comme nul.

Sur le plan socio-économique l'impact des opérations de gestion des sédiments sur le fonctionnement des ports peut être considéré comme positif, direct, permanent et localisé dans la mesure où la valorisation des sédiments doit permettre la pérennité des installations portuaires.

Sur le plan cadre de vie les impacts de la gestion des sédiments sur le contexte paysager seront nulles ; en revanche ils peuvent être considérés au regard des impacts sur les voies de circulation comme négatifs, directs et temporaires.

De même les impacts de la gestion des sédiments des ports Gujanais sur le contexte sonore et les vibrations de la zone d'étude sont qualifiables de négligeables, négatifs, directs et temporaires.

Quant aux impacts sur la qualité de l'air ils sont essentiellement liés à leur transport et leur utilisation dans les travaux de valorisation à terre (production temporaire de poussières atmosphériques). L'impact reste néanmoins négligeable compte tenu de la répartition des opérations de valorisation et des distances de transport à considérer.

De même le transport de ces sédiments peut engendrer le rejet de gaz polluant ; rejets qui restent négligeables au regard du trafic habituel des poids-lourds dans la région.

Sur les sites Natura 2000 et pour ce qui est des incidences sur les zones de protection spéciale (ZPS) Bassin d'Arcachon, la gestion des sédiments sur la ressource alimentaire des oiseaux seront négatives, directes, temporaires, réversibles et localisées. Elles seront en outre négligeables au regard du rayon d'alimentation des oiseaux côtiers et marins.

Les incidences susceptible d'être liées aux perturbations sonores et visuelles pour les oiseaux seront directes, négatives, temporaires et réversibles.

En effet ces travaux sont effectués durant la période hivernale (période de faible sensibilité pour les oiseaux) et leur localisation à l'écart des zones de repos des oiseaux.

Quant aux incidences sur les sites d'intérêt communautaire (SIC) Bassin d'Arcachon et Vallées de la Grande et Petite Leyde, ils sont susceptibles de concerner les vasières d'herbiers à zostères et le schorre.

Les espèces animales protégées de cette zone sont susceptibles d'être impactées par une dégradation de la qualité de l'eau du bassin d'Arcachon qui reste particulièrement limitée compte tenu du choix des techniques de dragage, des capacités de la clarification du site de la Mole et des moyens de suivi de la turbidité mis en place.

On peut considérer ainsi que l'impact de la diminution de la qualité l'eau sur les poissons, mammifères marins et autres espèces marines est négatif, temporaire, localisé et négligeable.

Cette analyse vaut aussi pour les incidences des opérations de gestion des sédiments sur la ressource alimentaire des poissons et des mammifères marins (grand dauphin et loutre d'Europe), à savoir : incidences négatives, directes, temporaires, réversibles et localisées.

Pièce 15

Elle présente l'analyse des méthodes utilisées pour l'élaboration de la partie étude environnementale du dossier développant en détaillant selon le plan adopté dans la partie étude environnementale ; les méthodes utilisées pour évaluer : le contexte physique, le contexte sédimentaire, la qualité des eaux, la qualité du milieu biologique, la qualité du contexte socio-économique, la qualité du contexte cadre de vie et les impacts ;

C'est ainsi que les sociétés qui ont participé à l'élaboration du dossier et plus particulièrement de sa partie étude environnementale précisent les sources des données utilisées pour évaluer le contexte physique.

Pour l'évaluation du contexte sédimentaire Il est précisé que les diagnostics ont été réalisés conformément aux exigences réglementaires de la circulaire dragage de juin 2000.

Les données spécifiques du port on fait l'objet de prélèvements des sédiments transmis à un laboratoire agréé (laboratoire Euro fins) pour analyse de la qualité physico-chimique et mesures des spectres granulométriques des échantillons.

La liste des différents types de paramètres analysés figure dans la pièce 15.

L'évaluation de la qualité des eaux se réfère aux résultats des réseaux de suivi spécialisé (ARS IFREMER).

Pour ce qui est de la qualité du milieu biologique, les données intégrées à l'état initial proviennent de données bibliographiques locales ou régionales (INPN, AAMP, IFREMER, Parc naturel Marin...).

Les données relatives à la qualité du contexte Socin économique proviennent du Parc naturel Marin et de l'Agence des Aires Marines Protégées du Bassin d'Arcachon.

Les données relatives à la qualité du contexte cadre de vie proviennent du PLU de Gujan Mestras, du Conseil Départemental de la Gironde (voies de circulation et trafic routier), du site de l'Alistair (qualité de l'air) et du GRESAC (luminosité).

Quant aux précisions au sujet des méthodes utilisées pour évaluer les impacts, elles sont exprimées par le biais d'une échelle de graduation des incidences pour qualifier les impacts du projet sur les divers paramètres de l'environnement.

Cinq échelons sont conservés : de positif à fort en passant par négligeable faible et modéré .

Chaque échelon est identifié par une couleur (couleur bleue impact positif/couleur grise impact négligeable/couleur jaune impact faible/couleur orange impact modéré/couleur rouge impact fort)

C'est ainsi que le « négligeable » indique que le paramètre étudié n'a pas ou très peu d'effets sur la cible considérée.

L'impact « faible » traduit une incidence sur la cible qui ne remet pas en question le paramètre étudié.

Un impact « modéré » entraîne la mise en place de mesures de réduction/compensation, tandis qu'un impact « fort » est considéré comme non acceptable et implique des mesures de suppression/réduction ou à défaut de compensation.

Plusieurs pièces sont reliées au dossier de présentation du projet, il s'agit du dossier de planches et des annexes au nombre de 9.

Les Planches

Au nombre de 23 ces planches dont il est fait référence dans le corps du dossier de présentation au fur et à mesure de son développement reproduisent des photographies, des sites, des croquis, des tableaux, des plans et des schémas.

Elles font référence :

- À la localisation du projet,
- A la carte de localisation des zones sensibles,
- A l'organisation des dragages,
- A l'évolution de l'état du schorre,
- Au fonctionnement théorique de la pelle à câble,
- Au plan d'échantillonnage,
- Aux résultats des analyses chimiques des sédiments (1-2-3),
- A la bathymétrie des zones à draguer,
- Aux résultats du suivi biologique de l'estran (port de la barbotière et zone d'étude)
- Au bilan du contexte physique,
- Aux bilans du contexte chimique (qualité des sédiments-qualité de l'eau),
- Au bilan du contexte biologique,
- Au bilan du contexte Socin économique,
- Aux bilans contexte cadre de vie,
- Aux synthèses des impacts et mesures (1 et 2),
- A la synthèse générale du projet,
- Aux interrelations entre les paramètres de l'État initial,
- Aux interrelations entre les impacts potentiels du projet.

Les Annexes

Au nombre de 9 les annexes sont également au fur et à mesure du développement du dossier de présentation rappelées dans les parties qu'elles concernent.

Elles sont également reliées au dossier de présentation du projet.

Elles font référence :

- Aux filières de valorisation des sédiments classiquement mis en œuvre par le conseil départemental de la Gironde,
- Aux sites potentiels de valorisation des sédiments,
- Au dossier loi eau et courrier de demande d'autorisation d'exploiter (le site de pré-traitement de la Mole) au titre du bénéfice d'antériorité disponible,
- A la qualité de masse d'eau « bassin d'Arcachon »,
- A la fiche de suivi des dragages,
- Aux résultats des analyses physico-chimiques des sédiments portuaires,
- Aux plans de gestion environnementaux de Gujan, Larros, de Canal,
- Aux rapports d'état initial du suivi benthique et du suivi des herbiers et du schorre.

Plusieurs annexes se rapportant au projet sont dissociées du dossier de demande d'autorisation pour le dragage des ports de Gujan, Larros et Canal.

Il s'agit ;

- Du résumé non technique réglementairement prévu pour ce type d'enquête,
- Du courrier préfectoral daté du 9 août 2012 qui notifié au président du Conseil Général de la Gironde que le bénéfice de l'antériorité au titre du régime de l'autorisation pour le bassin de stockage des sédiments de dragage du port de la Mole à Gujan Mestras est acquis.
- De l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 qui autorise la création d'un syndicat mixte dénommé : Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA) accompagné des statuts du syndicat dans lesquels il apparaît que la gestion du domaine portuaire et l'entretien de l'ensemble des infrastructures des 14 ports concernés lui sont confiés.
- De l'arrêté du 10 octobre 2017 du Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon prescrivant l'enquête publique sur l'autorisation de dragage.
- Des Avis formulés par les Personnes Publiques Associées qui sont :

La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du logement Nouvelle Aquitaine qui émet un avis en sa qualité d'autorité environnementale,

l'Agence Régionale de Santé (ARS),

la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde qui émet un avis au titre du Plan d'Action Milieu Marin (PAMM),

le Syndicat Mixte du Bassin Versant des Lacs du Born.

Le Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon

Ces avis sont examinés dans la partie « Analyse des observations » du rapport d'enquête publique.

2- ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Le commissaire enquêteur suite à la demande formulée par le Président du Conseil Départemental le 2 août 2017, a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif n° E17000129/33 du 5 octobre 2017.

Un entretien sollicité par le commissaire enquêteur s'est tenu avec le Directeur du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon maître d'ouvrage le 20 octobre 2017, au siège du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon

2.1 Registre d'enquête

Il a été ouvert et paraphé par le commissaire enquêteur pour être tenu à la disposition du public en mairie de Gujan Mestras aux heures d'ouverture au public ,pendant la durée de l'enquête publique qui s'est déroulée du 20 novembre au 20 décembre 2017.

2.2 Information du public

Conformément aux dispositions légales et selon les modalités prévues, 4 avis sont parus dans la presse :

Sud-Ouest du vendredi 3 et vendredi 24 novembre 2017

La Dépêche du Bassin semaine du 2 au 8 et 23 au 29 novembre 2017

Un article annonçant l'enquête publique est par ailleurs apparu sur ce dernier hebdomadaire dans le tirage de la semaine du 16 au 22 novembre 2017.

En outre plusieurs panneaux supports de l'avis de l'enquête publique ont été implantés sur la périphérie des zones portuaires concernées par les travaux de dragage.

2.3 Permanences

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 10 octobre 2017 prescrivant l'enquête publique, 5 permanences se sont tenues à la mairie de Gujan Mestras selon le calendrier suivant :

Lundi 20 novembre 2017 de 9 heures à 12 heures,

Mercredi 29 novembre 2017 de 14h30 à 17h30,

Mardi 5 décembre 2017 de 14h30 à 17h30,

Vendredi 15 décembre 2017 de 14h30 à 17h30,

Mercredi 20 décembre 2017 de 14h30 à 17h30.

2.4 Clôture de l'enquête

L'enquête s'est déroulée sans incident. Les moyens mis à disposition par les services municipaux de la mairie de Gujan Mestras ou se sont tenues les 5 permanences et l'accueil réservé au Commissaire Enquêteur ont participé au bon déroulement de l'enquête publique.

A noter par ailleurs la qualité de l'implication du maître d'ouvrage quant à la mise en œuvre des moyens informatiques nécessaires à l'information et à la participation du public

Le registre a été clôturé par le commissaire enquêteur le 20 décembre 2007 et récupéré avec l'ensemble des pièces annexées, conformément à la réglementation

2.5 Notification du procès-verbal des observations et mémoires en réponse

Un premier procès-verbal des observations et avis formulés par les personnes publiques associées a été adressé au maître d'ouvrage durant l'enquête publique.

Dès la clôture de l'enquête publique un deuxième procès verbal regroupant des observations formulées par les particuliers et associations a été adressé au maître d'ouvrage.

Un paragraphe suivant est consacré à l'analyse des réponses du maître d'ouvrage à ces deux sollicitations et à l'avis du commissaire enquêteur sur les réponses fournies.

2.6 Observations du public

Dix observations ont été déposées sur le registre par 12 personnes ; quinze courriers remis au Commissaire Enquêteur par des particuliers et associations sont annexés au registre. Plusieurs courriers ont doublé des mails.

La grande majorité des inscriptions sur le registre ainsi que les remises de courriers ont été effectuées durant les permanences.

3- ANALYSE DES OBSERVATIONS ET AVIS EXPRIMES- REPONSES DU MAÎTRE D'OUVRAGE ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

3.1. Analyse des observations et avis exprimés par les personnes publiques associées et services sollicités

A) Les services de l'État

La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine a transmis son avis en qualité d'autorité environnementale.

En conclusion de cet avis cette direction estime que les enjeux environnementaux sont identifiés de manière satisfaisante et que le choix des mesures prévues pour y répondre est pertinent.

Elle formule toutefois deux observations regrettant d'une part que le recensement des espèces halieutiques concernées par les zones de dragage et celles situées à proximité ne soient pas suivies de conclusions de nature à améliorer la compréhension des enjeux associés à ces ressources halieutiques et d'autre part elle constate un manque de précision dans le cas de pollutions accidentelles, de l'identification des mesures possibles ou envisageables, et des modalités de mise en œuvre et de suivi de la gestion des déchets de chantier

Elle estime à ce sujet que le simple renvoi à la mise en place d'un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'évacuation des déchets est insuffisant.

B) La Direction Interrégionale de la Mer Sud Atlantique.

Au titre du Plan d'Action Milieu Marin golfe de Gascogne (PAMM), elle souligne dans un premier temps une erreur liée à une référence à des objectifs environnementaux qui ne sont plus d'actualité précisant qu'il convient de se reporter au tome 1 du programme de mesure et rappelle la nécessité de transmettre les données des suivis relatifs aux habitats benthiques et à l'intégrité des fonds au programme de surveillance du PAMM.

Ayant noté la signature d'une convention de mutualisation des moyens entre le SIBA et le SMPBA porteur du projet, la direction interrégionale souhaite que ce rapprochement aboutisse de façon pérenne à une planification commune des opérations de dragage.

Au titre de la signalisation maritime ce service demande dans un souci de prévention des

risques d'accident et de pollutions induits, que la drague arbore les marques de jours et les feux réglementaires correspondant à l'activité.

C) Le Syndicat Mixte du Bassin Versant des Lacs du Born

La commission locale de l'eau de cet organisme émet un avis de compatibilité du projet avec le PADD et de conformité avec le règlement du SAGE.

Les membres du bureau de la commission souhaitent que les bilans intégrant toutes les données relatives aux travaux, aux modalités de gestion des sédiments et du suivi bathymétrique et de la qualité de l'eau soient tenus à leur disposition.

Considérant la situation des ports concernés par le dragage en limite du périmètre du SAGE, la commission locale de l'eau souhaite que les dossiers de demande d'autorisation de dragage des ports du bassin d'Arcachon soient examinés prioritairement par le Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon, en veillant à associer à l'examen la structure porteuse du SAGE.

D) Le Conseil de gestion du Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon

Par courrier du 11 décembre 2017 il émet à l'unanimité un avis favorable au projet de dragage des 3 ports Gujanais assorti de recommandations visant à obtenir :

- La précision du volume total maximum des sédiments draguer.
- Le principe de caractériser les sédiments effectivement extraits avant chaque opération de dépôt dans le bassin de prétraitement et ce compte tenu de la durée (10 ans) des futurs travaux de dragage.
- La prévision d'une présentation en bureau du Parc Naturel Marin des dossiers de dragage en amont du lancement de ces chantiers opérationnels.
- La garantie d'une réactivité en continu de l'opérateur de façon à contenir un seuil de MES inférieur à 100 mg/l à l'extérieur des ports.
- La mise en place d'un suivi partenarial sur le long terme pour éventuellement caractériser les interactions entre la dynamique des herbiers de zostère et les travaux de dragage et de valoriser l'expertise acquise dans le cadre de ces opérations de dragage.
- Éviter de procéder à d'autres travaux maritimes soumis pour autorisation dans un rayon de 5 kms durant la phase de dragage des chenaux d'accès des ports.
- L'engagement d'un travail partenarial avec le SIBA sur la période couvrant les opérations projetées.
- La constitution d'un comité de suivi des travaux se réunissant avant chaque phase de dragage. Ce comité pourrait utilement réunir outre le Parc Naturel Marin, des usagers et le SIBA.

L'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine a pour sa part émis un avis favorable à l'exclusion de toute remarque

Le Commissaire Enquêteur constate que le Maître d'ouvrage sollicité pour connaître ses réponses aux observations, demandes et avis formulés par les Personnes Publiques Associées, intègre la totalité des suggestions émises par l'Autorité Environnementale.

Il en est de même pour l'ensemble des remarques, suggestions et demandes formulées par la Direction Interrégionale de la Mer Sud Atlantique (au titre du Plan

d'Action Milieu Marin et de la signalisation maritime).

Chacune des demandes et recommandations formulées par le Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon (PMMBA) sont régalement reprises par le maître d'ouvrage.

Ainsi le porteur du projet précise qu'avant le dragage de chaque port, une bathymétrie complète et une analyse chimique des sédiments seront effectuées permettant de caractériser les résultats portés à la connaissance du Parc naturel Marin.

La surveillance de la turbidité sera en outre assurée sur chaque chantier par la mise en œuvre à l'extérieur du port d'une sonde (sonde communicante en temps réel privilégiée) pour garantir la réactivité du maître d'ouvrage.

La surveillance des herbiers de zostères et l'étude des liens entre hydrodynamique et herbiers à laquelle participe le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA) devrait être complétée par une étude sur les zones de travaux de dragage en partenariat avec l'IFREMER (convention de constitution).

Le maître d'ouvrage s'engage par ailleurs à respecter la distance de 5 kilomètres préconisée entre les travaux maritimes soumis à autorisation.

Le SMPBA et le SIBA ont décidé en outre de participer à un travail de recherche sur les rejets en sortie du bassin de prétraitement de la Mole selon un protocole à définir avec le PNM.

Quant à la valorisation des sédiments le porteur du projet fait valoir le travail du SIBA sur cette activité depuis plusieurs années et le partage des enseignements recueillis avec le PNM.

Le Commissaire Enquêteur prend acte de l'adoption des recommandations des PPA par le maître d'ouvrage.

La commune de Gujan Mestras a émis un avis favorable à la demande d'autorisation des travaux de dragage des 3 ports Gujanais dans le cadre d'une délibération adoptée à l'unanimité le 15 décembre 2017 remise au commissaire enquêteur par Madame le Maire.

Cet avis favorable comme rappelé par Madame le Maire dans un courrier distinct, intègre une « mise en garde » sur la nécessité d'utiliser de façon « raisonnée et non intensive » le site de prétraitement de la Mole.

Le Commissaire Enquêteur invite le maître d'ouvrage à ne pas s'exonérer de cette demande.

3.2. Analyse des observations recueillies au cours de l'Enquête Publique

A) Observations de particuliers

Lors de la permanence du 5 décembre 2017 Monsieur Gérard Heraudeau remet au commissaire enquêteur un courrier cosigné par son épouse.

Il explique avoir reçu un courrier du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon les

informant que sur un terrain mitoyen de leur propriété et appartenant au domaine public maritime du port de Meyran sera aménagé prochainement un dépôt de déchets.

Faisant le rapprochement avec une information contenue dans le rapport de présentation de l'enquête publique sur les travaux de dragage des ports Gujanais (page 22 du RP), selon laquelle une « zone spécifique adaptée » va être identifiée pour stocker les déchets de chantier de dragage, ils se montrent particulièrement inquiets dans cette perspective et dans l'ignorance de la nature et l'importance des déchets susceptibles d'être entreposés, ainsi que de la durée du stockage de fait indéterminée.

C'est cette situation qui motive leur réserve et demande d'éclaircissements.

Lors de cette même permanence Monsieur et Madame Gleyze riverains du site de prétraitement des sédiments du Port de La Mole font connaître leur avis sur l'incompatibilité de ce site désormais entouré d'habitations, avec la poursuite du prétraitement des sédiments de dragage et estiment que la localisation d'un nouveau site à l'écart des habitations s'impose.

Ils rapportent au commissaire enquêteur avoir constaté la destruction des plantations sur leur propriété suite au stockage de sédiments sur le site et imputent cette destruction à la pollution des sols provoquée par des infiltrations des sédiments dragués.

Dans le but de vérifier leurs craintes, ils demandent que des analyses des sols en périphérie des bassins soient effectuées par carottages.

À noter que Monsieur et Madame Gleyze se sont représentés à la permanence du 15 décembre 2017 ; Madame Gleyze remettant au commissaire enquêteur un courrier à son nom reprenant les doléances et demandes exprimées lors de la précédente permanence.

Monsieur Michel Jaffrelot responsable du conseil de quartier Mestras s'est présenté la permanence du 20 décembre 2017 pour consigner plusieurs observations partiellement en lien direct avec la précédente demande relative à l'utilisation du centre de prétraitement du port de la Mole. Les observations sous forme de questions :

—Garantie de l'étanchéité de l'installation ; nature et périodicité des contrôles qualitatifs et quantitatifs de surveillance de l'étanchéité ; du dispositif de stockage des sédiments, des modes de communication des dits contrôles ; l'adéquation de ce lieu de stockage avec la proximité du lycée de la mer notamment lors des phases de transfert de au centre de traitement (poudre très volatile) ; dimension de l'installation au regard du volume de sédiments provenant des ports de Gujan et limite de ce stockage aux ports de Gujan ou autres ports du bassin.

Lors de la même permanence Madame Priscilla Nouille remet un document au terme duquel elle souhaite compte-tenu des dépassements des seuils N1 et N2 de pollution chimique, qu'un prélèvement suivi d'une analyse de chaque dragage des ports soit effectué avant le dépôt sur le site de prétraitement.

Si elle donne un avis favorable pour le dragage hydraulique, elle émet un avis défavorable pour le dragage mécanique des pieds de cale.

B) Observations des Associations

L'Association Écocitoyens du Bassin d'Arcachon représentée par Madame Giraudel et Monsieur Marquet se sont présentés à la permanence du 29 novembre 2017 pour remettre au commissaire enquêteur un courrier joint au registre.

Reprenant le contenu du courrier les deux représentants de l'association après des remarques liminaires sur l'amélioration de la présentation du projet de dragage par rapport aux précédentes opérations de ce type et notamment le dragage du port d'Arès (pas de rejets directs de sédiments sur l'estran ; transport mieux adapté à la capacité des bennes ; choix du dragage hydraulique couplé à des bacs de décantation) ; ont exprimé les remarques, objections et demandes suivantes :

1) le phénomène d'envasement contrairement à l'affirmation contenue dans le rapport de présentation « n'est pas normal » mais lié à la régression des zostères.

2) le dragage mécanique contrairement à une autre affirmation du rapport de présentation s'effectuera en eau sans dispositif mis en œuvre permettant la réduction de la dispersion des matières en suspension (MES) tels que godets fermés, mise en place de barrière anti dispersion en périphérie du chantier

A cet égard l'association demande à ce qu'il soit remédié à la situation dénoncée.

3) la méthode de suivi de la turbidité telle que présentée (toutes les 30 minutes avec un seuil d'arrêt exprimé en milligrammes litres) est une méthode de laboratoire incompatible à une mise en œuvre sur le terrain et selon la fréquence prévue.

L'association demande que le contrôle de la turbidité soit effectuée à l'aide d'un turbidimètre utilisant l'unité de mesure NTU.

4) Dans le rapport de présentation les effets cumulatifs sont ignorés considérant que la durée du projet devrait s'étaler sur 8 ans à des fréquences variables et pour une quantité de sédiments extraits de l'ordre de 100 000 m³.

L'association pointe en outre les interrogations dans le rapport relatives à l'explication ou plus exactement à l'absence d'explication au regard des concentrations importantes de produits chimiques au droit des cales.

Considérant que plusieurs chantiers de dragage vont être réalisés prochainement comme à La Teste par exemple, l'association souhaite qu'un organisme indépendant et compétent soit désigné pour exercer des contrôles sur les chantiers à venir.

Quant à la mise en place à terme d'un comité de suivi pluridisciplinaire, l'association qui constate amèrement l'absence d'associations environnementales dans sa composition ; demande que cet « oubli » soit corrigé et sollicite à cet effet son intégration au dit comité.

L'association **Bassin d'Arcachon Écologie** a transmis par voie électronique un courrier annexé au registre d'enquête qui reprend pour partie des objections, remarques et demandes formulées par la précédente association.

Déplorant qu'il ne soit pas prévu de barrière anti dispersion et affirmant contrairement aux dénégations du rapport de présentation, que le dépôt des particules affectera certainement la flore et notamment les herbiers de zostères ; l'association qui rejette les mesures

optionnelles envisagées par le maître d'ouvrage, demande que des précautions maximales soient prises autour de tous les herbiers et de façon systématique.

À l'instar de l'association Écocitoyens du Bassin d'Arcachon, l'association Bassin d'Arcachon Écologie demande qu'en complément de l'aspiration hydraulique choisie, la mise en œuvre de barrière anti dispersion soit considérée comme une mesure nécessaire pour réduire l'impact des travaux de dragage sur la qualité chimique des fonds.

Lors de la permanence du 15 décembre 2017 le président de l'association « **Port du Canal Patrimoine Gujanais** » a remis au commissaire enquêteur un courrier qui a été également envoyé sur le site informatique dédié à l'enquête publique.

Dans ce courrier après avoir rappelé les caractéristiques du projet le président de l'association s'interroge sur la fiabilité des surfaces avancées dans le rapport de présentation pour les ports et chenaux d'accès ; ainsi que sur les volumes de sédiments à traiter par port.

Compte tenu de ses propres estimations et calculs il demande au maître d'ouvrage la vérification de ces données.

Dans une deuxième partie du développement de son courrier le pétitionnaire qui se félicite du dragage futur de certains ports de Gujanais souligne de son point de vue que la commune de Gujan Mestras n'a pas été particulièrement privilégiée au niveau de l'entretien de ses ports, comparativement aux travaux d'entretien dont ont bénéficiés d'autres ports du bassin.

Dans ces conditions il interpelle le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon sur la nécessaire égalité de traitement dont doit bénéficier chacun des ports dont ce syndicat est gestionnaire.

Il expose en outre une suggestion de nature à réduire la fréquence des dragages qui consiste à réhabiliter une darse de retenue d'eau existante sur le port du Canal et d'opérer régulièrement par un effet de chasse d'eau, un lavage de la darse à marée basse.

Par mail réceptionné le 18 décembre 2017 sur le site Internet dédié au projet de l'enquête publique l'association : **Europe Écologie les Verts** a fait parvenir sous la signature de Monsieur Michel Daverat des observations assorties d'un avis favorable sous réserve.

C'est ainsi que considérant la présence d'arsenic et de HAP supérieure aux seuils des niveaux de référence N1 voire N2, ainsi que la présence éventuelle dans les sédiments (darses et chenaux) de traces métalliques et organiques et de micro-organismes pathogènes ; l'association demande à l'instar de ce qui été réalisé lors du dragage du port d'Arcachon ,la mise en place d'une barrière anti dispersion pour les opérations réalisées à la pelle mécanique.

L'association propose par ailleurs de ne pas rejeter directement les lixiviats dans le bassin de traitement des sédiments mais de les faire transiter par un bassin de lagunage aménagé dans l'aire de prétraitement des sédiments de dragage du Port de la Mole.

C'est sous réserve de la mise en œuvre de ces deux demandes que l'association Europe Écologie les Verts émet un avis favorable au projet de dragage des ports Gujanais.

Par mail du 19 décembre 1017 réceptionné sur le site Internet dédié au projet de l'enquête publique l'association **SEPANSO Gironde** a adressé au commissaire enquêteur une contribution aux termes de laquelle elle formule un avis favorable sous réserves au projet de dragage des ports Gujanais.

Dans ce document l'association rappelle les divers documents qu'elle a consultés pour forger son avis et l'objet de l'enquête publique ainsi que les modalités du dragage des 3 ports concernés.

Elle analyse ensuite :

–Les impacts sur l'environnement et souhaite qu'une investigation complémentaire soit mise en œuvre au regard de la détermination des seuils N1 et N2 des sédiments à extraire.

Elle recense par type de contamination les seuils atteints dans chaque port (métaux lourds–HAP et PCB). Elle regrette qu'aucune mesure ne soit réalisée sur d'autres contaminants chimiques (pesticides et antifoulings de dernière génération).

–La méthode de dragage

Le pétitionnaire se félicite du choix de la méthode de dragage hydraulique arrêté.

Pour ce qui est de la méthode de dragage mécanique retenue pour les cales plus impactante, il souhaite obtenir un éclaircissement sur une remarque pour le moins ambiguë (page 411 de la demande d'autorisation) laissant penser que le dragage mécanique serait préférable au dragage hydraulique en fonction du degré de pollution des sédiments à extraire.

Ces considérations conduisent la SEPANSO Gironde à émettre des réserves sur :

– Les contaminants

L'association souhaite a minima que soit réalisé un test d'écotoxicité globale avec affinage du maillage des prélèvements et que préalablement aux travaux des mesures de concentrations de polluants soient effectués au regard de l'abondante utilisation des antifoulings, des pesticides et micros polluants provenant de l'ensemble des émissaires alimentant les 3 ports concernés.

Le phénomène de turbidité plus élevé à l'occasion des dragages mécaniques des cales motive le souhait que soient complétées les mesures des contaminants métalliques et organiques.

–Le problème du bassin de décantation de la Mole

Le pétitionnaire demande que les rejets de lixiviats issus du bassin de décantation ne soient pas directement rejetés dans le port de la Mole.

À cet effet il propose d'aménager dans le bassin proprement dit et en fin de chaîne de traitement, un bassin de lagunage étanche.

Il lui apparaît en outre nécessaire que de fréquentes analyses des lixiviats soient effectuées dans le bassin de lagunage et avant rejet dans le milieu au bout d'un par exemple.

L'association SEPANSO Gironde considère par ailleurs nécessaire la présence d'un représentant d'une association de protection de l'environnement au sein du comité de suivi qui doit être mis en place.

En conclusion la SEPANSO Gironde demande au Commissaire Enquêteur d'émettre un avis favorable au projet de dragage des 3 ports Gujanais sous réserve que soit :

- Réalisées préalablement aux dragages de mesures complémentaires sur les polluants organiques (pesticides–antifoulings)

- Aménagé un bassin de lagunage dans l'aire de prétraitement des sédiments extraits et rejet au bout d'un an après vérification de l'absence de contamination notable, ou rejet dans le circuit d'assainissement.

- Prise en compte l'évaluation des incidences Natura 2000 et l'avis du Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon.

Le 20 décembre 2017 un courrier annexé au registre d'enquête a été déposé par la présidente de l'association **Gujan Mestras Environnement**.

Aux termes de ce courrier l'association sollicite la remise en état de la digue située à l'arrière du lycée de la mer dans la détérioration fragilise la protection des milieux.

Elle souhaite par ailleurs l'analyse des boues portuaires avant le dépôt dans les bassins de décantation de la Mole et rappelle à cet égard l'importance de certains polluants (HAP-arsenic-cuivre-nickel).

À titre prospectif elle conseille de prévoir l'aménagement des futurs bassins de décantation de sédiments portuaires sur un site éloigné des prés salés et en bordure du bassin.

Sous réserve de la mise en œuvre de ces mesures l'association émet un avis très favorable dragage des ports Gujanais.

L'association le Bétay, plage boisée à sauvegarder consciente de la nécessité d'effectuer les dragages projetés, recommande pour éviter la dispersion des sédiments l'utilisation d'une barrière anti dispersion pour le dragage mécanique.

Elle souhaite par ailleurs que soient communiqués les résultats des analyses sur la qualité de l'eau et des sédiments extraits tout au long de la durée des travaux.

Lors de la dernière permanence du 20 décembre 2017 **le vice-président de l'association CAUARC** a remis au commissaire enquêteur un courrier à son nom et un deuxième courrier produit par le vice-président chargé des ports et des mouillages de cette même association.

Ces deux documents qui traitent partiellement des mêmes observations précisent :

- La nécessité de recueillir durant la phase préparatoire aux travaux les avis préalables des plaisanciers aux conseils portuaires.

- L'absence de prise en compte des travaux et des volumes évalués des chenaux d'accès et darses.

- La non prise en compte par le Conseil Départemental de la Gironde des coûts de curage du bassin à flot de Larros.

- La question de la prise en charge du déplacement des bateaux et de leur stockage

pendant les travaux et la nécessité de communiquer avec les associations concernées sur l'avancement des travaux, la propreté du chantier, la période d'intervention.

–La prise en compte de la possibilité d'accélérer la réalisation des dragages mécaniques sans pour autant provoquer des pollutions annexes importantes (marée basse, zones asséchantes). À titre d'exemple l'association évoque le dragage mécanique du port de Fontainevielle sur la commune de Lanton.

En conclusion l'association CAUB ARC (commission ports et mouillages) émet un avis favorable sous les réserves exprimées.

L'association Cercle de Réflexion sur l'Organisation des Mouillages du bassin d'Arcachon (CDROM) a transmis sur le site dédié un mail en date du 20 décembre 2017 par lequel elle émet un avis favorable au projet sous les réserves suivantes :

–Proscrire le dragage mécanique en tout état de cause y procéder uniquement à marée basse,
–Prioriser la technique de dragage hydraulique telle que majoritairement retenue,
–Proscrire l'égouttage par infiltration sur le site de stockage de la Mole compte tenu des relevés de concentrations de pollution N2 et de la proximité d'un schorre qui imposent la réception des sédiments extraits dans un bassin à fond étanche,

L'association prodigue par ailleurs quelques conseils à l'attention du maître d'ouvrage sur les conditions d'accès au site de la Mole considérant notamment les entrées et sorties des élèves du lycée des métiers de la mer.

La lecture des contributions de l'ensemble des associations fait ressortir que plusieurs réserves qui conditionnent les avis favorables émis, sont communes à plusieurs associations ; certaines de ces réserves sont pour partie reprises par les contributions de particuliers.

Dès lors le commissaire enquêteur a pris l'option d'analyser dans un premier temps les réponses du maître d'ouvrage au regard de la nature des réserves communes exprimées.

La mise en œuvre de barrière anti dispersion des MES lors des opérations de dragage mécanique.

A cette demande le porteur du projet répond que les dragages tels que prévus à la pelle mécanique interviennent à marée basse ; les barrières anti dispersion ne s'installant qu'en eau.

Il fait remarquer par ailleurs que ce type de dragage qui intervient en fin du chantier ne se déroule que sur quelques jours.

Le porteur du projet n'exclut pas la possibilité de déployer ce type de dispositif (techniquement lourd et particulièrement coûteux) dès lors qu'un constat de départ de MES serait établi.

Le Commissaire Enquêteur ajoute que ni l'autorité environnementale, ni le Parc Naturel Marin du bassin d'Arcachon n'ont sollicité la mise en œuvre de ce type de dispositif et qu'en outre l'évaluation des quantités de sédiments à extraire selon ce procédé mis en œuvre tous les 2 ans reste particulièrement limitée.

L'aménagement d'un bassin de lagunage dans l'aire de prétraitement de la Mole

Le porteur du projet répond que le site de prétraitement joue ce rôle de décantation qui assure la séparation des sables et de l'eau issue du dragage hydraulique (déshydratation et stabilisation).

Le commissaire enquêteur fait remarquer que l'installation de prétraitement de la Mole bénéficie en tant que tel d'une autorisation ICPE et que si les sédiments à draguer présentent des dépassements des seuils réglementaires « N 1 et N2 » de pollutions chimiques sont pour la plupart inertes. Leur caractérisation présente dès lors une qualité suffisante pour être prétraités au niveau de l'ICPE du port de la Mile.

Cette remarque s'applique aussi à la compatibilité du site au regard des capacités quantitatives de traitement des sédiments à extraire selon le phasage prévu sur dix ans des chantiers de dragage.

Le contrôle de la turbidité

À cette préoccupation des associations, le porteur du projet confirme que pour chaque chantier une sonde sera placée à l'extérieur du port pour surveiller la turbidité. Il précise que pour garantir la réactivité du maître d'Œuvre l'utilisation de sondes « communicantes » en temps réel seront privilégiées.

Le commissaire enquêteur rappelle à cet égard qu'en termes de suivi de la turbidité, le maître d'ouvrage a fixé des valeurs de bruit de fond susceptibles de déclencher l'arrêt des dragages.

La caractérisation des sédiments

Sur ce point le porteur du projet précise qu'avant le dragage de chaque port, une bathymétrie complète ainsi que des analyses chimiques des sédiments et un test de lixiviation seront réalisés permettant d'affiner le projet et dont les résultats seront portés à la connaissance du Parc Naturel Marin et pourront faire l'objet d'un compte rendu lors des comités de suivi.

Le commissaire enquêteur ajoute que le suivi bathymétrique s'opère avant et après travaux.

La protection des zones à herbiers et du schorre

Le maître d'ouvrage répond à ce sujet que les mesures spécifiques au regard des zones protégées sont mises en œuvre en fonction du suivi des paramètres.

Le commissaire enquêteur recense à cet égard les mesures prévues par le maître d'ouvrage pour préserver les herbiers à Zostères et le Schorre.

Il s'agit en amont des travaux de dragage proprement dit puis en cours de chantier, du repérage permanent des herbiers en vue de définir le trajet de la drague ; éventuellement la mise en défense des herbiers par marquage GPS avant l'installation des conduites fixes de transport des sédiments extraits et enfin du choix du type de conduite fixe visant à réduire l'impact sur les zones d'herbiers.

La création d'un comité de suivi

Le porteur du projet a effectivement prévu l'installation d'un Comité de Suivi des travaux de dragage qui sera piloté par le Parc Naturel Marin.

En réponse à des propositions de candidature formulés par certaines associations ; le commissaire enquêteur fait remarquer qu'il ne saurait s'instaurer «sélectionneur » le PNM devant être associé au choix des membres du comité.

Quant aux observations qui ne sont pas transversales mais spécifiques à telle ou telle association, et celles émises par les particuliers, il s'agit :

De l'absence d'analyse sur les effets cumulatifs liés à la durée totale des travaux de dragage (10 ans)

Conscient de ce genre d'incidence, le maître d'ouvrage a prévu avant chaque nouveau chantier de mettre en œuvre la même batterie de contrôle qu'initialement prévue lors du chantier d'ouverture de la période de travaux.

De l'utilisation d'un turbidimètre utilisant l'unité de mesure NTU

Le maître d'ouvrage précise que les turbidimètres utilisés sont étalonnés en NTU ou FMU ou MES directement et qu'une courbe d'étalonnage permet de revenir à la notion de matières en suspension.

De la situation des plaisanciers pendant la durée des travaux et leur information

Pour le maître d'ouvrage cette demande doit être traitée en liaison avec le Comité de Suivi.

De la demande de réaliser un test d'écotoxicité globale (antifoulings, pesticides...)

À cette demande le porteur du projet rétorque que les analyses réalisées dans le cadre des chantiers de dragage portent sur les paramètres réglementaires susceptibles d'induire des mesures de gestion particulière et que l'analyse des autres classes de polluants si elle présente l'intérêt au niveau de la recherche ; elle n'apportera aucune information supplémentaire à la connaissance actuelle.

Le commissaire enquêteur se range à cette interprétation réglementaire.

Du contrôle du déroulement du chantier par un organisme indépendant compétent.

Le maître d'ouvrage rétorque que le chantier de dragage placé sous sa responsabilité et réalisé par le SIBA met en jeu des puissances publiques soucieuses de préserver la qualité environnementale du bassin d'Arcachon.

Le commissaire enquêteur qui s'étonne du caractère suspicieux de cette demande,

s'associe à la réponse du maître d'ouvrage.

De l'utilisation de la darse sur le port du Canal et de la pénalisation de la commune de Gujan Mestras en termes d'entretien de ses ports.

S'agissant des volumes des sédiments à extraire et des surfaces à draguer le porteur du projet précise que ces éléments seront communiqués avant chaque opération de dragage.

Pour ce qui est de l'utilisation de darse du port du Canal (effet chasse d'eau) le maître d'ouvrage fait remarquer qu'elle peut effectivement être utilisée à cet effet sous réserve du dimensionnement de la réserve d'eau (point hydraulique à calculer) et qu'en tout état de cause son utilisation ne dispense pas de la réalisation des dragages.

Du rejet éventuel des lixiviats dans le réseau d'assainissement.

Le porteur du projet indique que cette option est inenvisageable pour des raisons techniques liées au dimensionnement inadapté du réseau au débit de rejet et à la salinité de l'eau incompatible avec les traitements biologiques.

Pour ce qui est des contributions des particuliers elles sont déposées par :

Monsieur et Madame Heraudeau domiciliés sur le port de Meyran qui souhaitent des éclaircissements sur la nature d'une aire de stockage de déchets qui doit être prochainement aménagée par le SMPBA sur une parcelle voisine de leur propriété.

Le maître d'ouvrage indique aux pétitionnaires que cette aire de stockage n'a aucun lien de fonctionnalité avec les futurs chantiers de dragage et qu'elle doit servir exclusivement au regroupement et stockage des épaves de bateaux récupérées sur les ports Gujanais.

Monsieur et Madame Gleyze riverains du site de prétraitement du port de la Mole demandent que soit effectué des analyses du sol en périphérie du bassin de décantation et que soit envisagé la désaffectation de ce site inséré dans un secteur désormais urbanisé.

Le commissaire enquêteur se montre quelque peu dubitatif sur la proposition d'arrêt de l'exploitation du bassin de la Mole considérant d'une part que cette demande n'est reprise par aucune PPA et que d'autre part la particularité du site de la Mole tient à sa proximité des ports Gujanais conditionnant la mise en œuvre de dragage hydraulique et le transport des sédiments extraits par canalisation.

En outre l'urbanisation expansive du secteur n'est pas imputable au maître d'ouvrage.

Pour ce qui est de l'analyse du sol et sous-sol en périphérie du bassin (carottages) demandée par les pétitionnaires, sa mise en œuvre doit être laissée à l'appréciation du porteur du projet, considérant que la relation de cause à effet entre la détérioration dénoncée de la végétation semble-t-il temporaire et la contamination supposée du sol et sous-sol n'est pas rapportée.

Monsieur Michel Jaffrelot responsable du conseil de quartier Mestras a sollicité des réponses aux questions relatives à l'étanchéité du bassin de la Mole, à l'adéquation de ce lieu de stockage avec la proximité du lycée de la mer (lors du transfert par la route des

sédiments extraits), au dimensionnement de l'installation au regard du volume des sédiments à extraire et à l'utilisation de ce site pour le traitement des sédiments extraits d'autres ports du bassin d'Arcachon.

Pour ce qui est de l'étanchéité du bassin, le porteur du projet considère que cette caractéristique du fond du bassin n'est pas une nécessité car l'infiltration reste marginale par rapport au volume surversé directement sans commune mesure avec les volumes évaporables (la drague refoule à 1000 m³/h pour 100 m³/h de sédiments extraits et piégés).

Ce sont les phénomènes d'évaporation qui sont majoritaires.

Le commissaire enquêteur fait remarquer que les utilisations précédentes des installations du bassin de prétraitement de la Mole n'ont pas généré de dysfonctionnements techniques de nature à remettre en cause la conception desdites installations.

De même et sous réserve de vérification les précédents travaux de dragage n'ont pas motivé de doléances du lycée de la mer. À cet égard d'ailleurs le maître d'ouvrage est disposé si besoin, à éviter les transports routiers de sédiments extraits par dragage mécanique lors des périodes d'entrées et sorties des élèves de l'établissement.

Pour ce qui est de la volatilité des produits transportés par camion jusqu'au site de prétraitement, l'utilisation de bennes étanches laisse supposer que la volatilité est toute relative.

Quant aux capacités des installations elles sont parfaitement adaptées à la réception des volumes de sédiments qui doivent être extraits à l'occasion du dragage des trois ports Gujanais, d'autant que les chantiers considérés sont phasés sur une période de 10 ans.

A priori l'utilisation des installations de la Mole est réservée au traitement des sédiments des ports Gujanais ; la commune de Gujan Mestras étant par ailleurs particulièrement attachée à ce cadre d'utilisation.

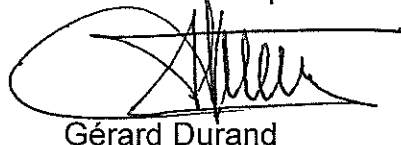
Madame Priscilla Nouillac sollicite la mise en œuvre d'analyse des sédiments extraits pour chaque dragage des ports avant leur rejet dans le site de prétraitement du bassin de la Mole. Elle émet un avis défavorable au dragage mécanique pour les pieds de cale.

La mise en œuvre d'analyse des sédiments extraits avant dépôt sur le site de prétraitement est intégrée dans les modalités de réalisation des chantiers de dragage.

Quant à l'adoption du dragage mécanique pour les pieds de cale, elle est imposée par les contraintes techniques des secteurs à curer.

A Mérignac le 12 *Janvier* 2018

Le Commissaire Enquêteur



Gérard Durand

Département de Gironde

Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon

**CONCLUSION DE MISSION D'ENQUÊTE
PUBLIQUE
SUR LE PROJET DE DRAGAGE DES PORTS
GUJANNAIS**

CONCLUSIONS

La demande d'enquête publique portant sur l'obtention d'une autorisation de dragage de trois ports Gujanais : Gujan, Larros et Canal a fait l'objet d'un rapport de présentation particulièrement complet qui répond aux exigences réglementaires quant à son contenu et plus particulièrement sur celui de l'étude d'impact et de l'identification des enjeux environnementaux.

Cet aspect particulièrement déterminant pour évaluer la pertinence des modalités de dragage et curage choisies et le traitement des sédiments extraits envisagés explique l'intérêt porté à l'enquête publique par les associations sensibles à la protection de l'environnement et plus spécialement à l'intégrité du bassin d'Arcachon.

C'est ainsi que neuf associations ont produit des contributions et émis un avis sur les conditions de réalisation des travaux envisagés sur une période de 10 ans.

Ces associations conscientes de la nécessité de procéder au dragage et curage des trois ports Gujanais et satisfaites du choix de la technique de dragage hydraulique émettent un avis favorable à la demande d'autorisation assortie de plusieurs réserves.

Un certain nombre de réserves communes à plusieurs associations ont fait l'objet d'une analyse détaillée dans le rapport d'enquête publique tenant compte des réponses du maître d'ouvrage aux demandes et suggestions les pétitionnaires.

Le Commissaire Enquêteur estime que le porteur du projet a répondu très pertinemment à certaines demandes constitutives de réserves pour les associations telles que :

- Les contrôles de turbidité qui sont intégrés dans les modalités retenues.
- La caractérisation des sédiments qui met en œuvre plusieurs techniques (bathymétrie complète –analyses chimiques des sédiments–test de lixiviation.
- La protection des zones à herbiers et du schorre.
- La création d'un comité de suivi.
- La prise en compte les effets cumulatifs liés à la durée décennale de l'autorisation de dragage.

Les demandes spécifiques à telle ou telle association ont reçu des réponses de nature à satisfaire les pétitionnaires (information des plaisanciers du chantier) ou pour le moins des explications qui motivent le rejet de la demande pour des raisons techniques ou réglementaires.

En revanche deux réserves communes à plusieurs associations sont contestées quant à leur utilité par le Maître d'Ouvrage.

Il s'agit du déploiement de barrière anti dispersion des matières en suspension (MES) à l'occasion des dragages mécaniques au pied des cales et de la création d'un bassin de lagunage dans l'aire du site de prétraitement de la Mole.

Le porteur du projet justifie l'absence de dispositif de barrière anti dispersion par les conditions du dragage mécanique qui s'opère à marée basse ; ce type de protection ne s'installant qu'en eau.

Quant à la création d'un bassin de lagunage dans l'aire du site de prétraitement le maître d'ouvrage considère que le résultat souhaité de décantation du sable contenu dans l'eau issue du dragage est obtenu par l'installation existante.

Outre la teneur des réponses aux réserves exprimées par les associations, le commissaire enquêteur constate que les avis favorables émis par les Personnes Publiques Associées ne sont assortis d'aucune réserve et que toutes les recommandations voir regrets formulés sont pris en compte par le porteur du projet.

À noter également que les demandes exprimées par le Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon auquel les associations se réfèrent régulièrement et dont elles souhaitent une implication forte dans le suivi des travaux de dragages futurs, sont également satisfaites par le maître d'ouvrage.

Cette implication se traduit entre autres par le pilotage du Comité de suivi créé confié au PNMB.

Le Commissaire Enquêteur tient à rappeler en outre l'avis favorable de la commune de Gujan adopté à l'unanimité selon une délibération du conseil municipal de décembre 2017.

Le Commissaire Enquêteur a par ailleurs répondu et exposé son avis au regard des contributions des particuliers riverains du site de prétraitement de la Mole dans la partie du rapport « analyses des observations »

Partant du constat partagé par l'ensemble des pétitionnaires et des personnes publiques associées de la nécessité de réaliser les dragages et curages programmés le Commissaire Enquêteur estime, que les modalités des travaux arrêtées par le maître d'ouvrage répondent au mieux à la prise en compte des enjeux environnementaux et économiques corrélés à ce type d'intervention et ce tout au long du processus ; de l'extraction des sédiments en passant par leur évacuation, prétraitement et valorisation.

De plus les travaux sont sources d'impacts positifs directs et indirects sur les activités implantées sur les ports ; ces travaux étant de nature à améliorer sensiblement leur bon fonctionnement (condition de navigation) et à générer des retombées économiques à moyen terme.

Il est par ailleurs indéniable que ce projet participe à l'assainissement des fonds portuaires en améliorant la qualité des eaux littorales ainsi qu'à la protection de la flore et de la faune marine.

Compte tenu de l'ensemble de ces considérations le Commissaire Enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation pour le dragage des ports de Gujan, Larros et Canal sur la commune de Gujan Mestras.

Fait à Mérignac le 12 janvier 2018

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by several vertical strokes and a horizontal line at the end.

Gérard Durand